

**Assurance-vie : Clause bénéficiaire**

Mis à jour le 25 janv. 2024

La clause bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie permet de déterminer à qui, en cas de décès de l’assuré, le capital ou la rente seront versés. La rédaction de la clause bénéficiaire doit retenir une attention particulière car une imprécision et un manque de personnalisation peuvent empêcher le bénéficiaire de profiter des prestations du contrat. Il faut savoir qu’il est toujours possible de modifier la clause avant le décès de l’assuré (sauf en cas de bénéficiaire acceptant).

Pour être valablement désigné, le bénéficiaire doit être déterminé ou déterminable afin de pouvoir être identifié au moment de l'exigibilité des sommes garanties au contrat.

La plupart des contrats commercialisés proposent des clauses types déjà rédigées par les assureurs et qui correspondent aux situations familiales les plus courantes. L'alternative peut donc être de :

* sélectionner, lors de la signature du contrat, la clause la plus appropriée parmi celles proposées ;
* ou de personnaliser, en fonction d'une intention spécifique, par exemple dans le cas d'une clause démembrée.

## **1. Définition**

La clause bénéficiaire permet au souscripteur d’un contrat d’assurance-vie de désigner la ou les personnes qu’il a choisies pour recevoir les capitaux-décès issus de ce contrat.

C'est la seule utilité de cette clause : déterminer à qui l'assureur doit verser le capital ou la rente, et, éventuellement, selon quelles modalités.

La désignation du ou des bénéficiaire(s) est effectuée, en général, lors de la souscription du contrat par le souscripteur lui-même. La désignation du bénéficiaire est un droit personnel qui appartient au souscripteur. Personne ne peut effectuer ce choix à sa place. Cette faculté ne peut donc pas être exercée par ses héritiers. Le mandat ou la procuration à une tierce personne sont strictement prohibés. Ce caractère personnel se justifie par le fait que la désignation met en jeu des intentions et des considérations d'ordre purement moral, voire intimes, que seul le contractant est en mesure d'apprécier.

Néanmoins, lorsque le souscripteur et l’assuré sont deux personnes distinctes, le souscripteur doit nécessairement obtenir l’accord de l’assuré pour désigner ou modifier le bénéficiaire des capitaux-décès.  
C. ass. art. L. 132-8, al. 6

**Cas particulier - Désignation par l'assuré :**

Généralement, le souscripteur est également l'assuré sur la tête duquel repose le risque. Mais, dans le cas contraire, rien n'empêche toutefois le souscripteur d'autoriser l'assuré à désigner lui-même le bénéficiaire. Cette pratique est courante lorsque l'assurance est souscrite dans le seul intérêt de l'assuré. Tel est notamment le cas des assurances, individuelles ou collectives, souscrites par les employeurs sur la tête de leurs salariés. En vertu d'une clause expresse, ceux-ci ont généralement le droit exclusif de désigner le bénéficiaire.

**Remarque :**

Si le souscripteur décède avant l’assuré alors que le contrat n’est pas dénoué, le contrat est bloqué jusqu'au décès de l'assuré concernant les rachats mais aussi la désignation des bénéficiaires.  
[Cass. com. 20 mai 2008, n° 07-10794](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/CASS-CIV-20-MAI-2008.pdf)

En ce qui concerne le legs d'un contrat d'assurance-vie, aucune disposition légale n'interdit au souscripteur de replacer le bénéficiaire de l'assurance-vie dans le droit commun successoral et de désigner un bénéficiaire dans une intention libérale.  
[CA Nancy, 22 fév. 2020, n°15/01917](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4886/download)

## **2. Rédaction de la clause bénéficiaire**

### **2.1. Principes généraux**

#### **2.1.1. Nécessité de désigner un bénéficiaire déterminé**

La clause bénéficiaire peut mentionner un ou plusieurs bénéficiaires déterminés.

**Remarque :**

Le souscripteur a la possibilité de désigner un bénéficiaire subsidiaire pour recueillir le capital assuré au cas où, pour une raison quelconque, le premier bénéficiaire ne profiterait pas des prestations.

Le bénéficiaire est déterminé lorsqu'il est nommément désigné ou lorsque la définition qui en est donnée ne laisse subsister aucun doute sur son identité.  
C. ass. art. L. 132-8, al. 1

En pratique, les bénéficiaires ne sont pas nécessairement désignés de manière nominative.

Il suffit qu’ils puissent être identifiés ou identifiables au moment de l’exigibilité du capital ou de la rente garantis.

Cette désignation peut donc être directe (nom et prénom) ou indirecte ("mon conjoint", "mes héritiers"...).  
C. ass. art. L. 132-8, al. 2

**Exemple :**

Patrick souhaite souscrire un contrat au profit de ses 2 enfants, Léo et Léa. Il lui suffit de les désigner comme bénéficiaires avec mention de leur état civil. Préciser leurs dates et lieux de naissance respectifs permet d'éviter toute confusion avec des homonymes éventuels.

Dans ce cas, toutefois, si un 3ème enfant venait à naître postérieurement à la souscription du contrat, ce dernier ne serait pas désigné, ce qui obligerait Patrick, le cas échéant, à compléter sa clause bénéficiaire. Mieux vaudrait donc stipuler "mes enfants" en tant que bénéficiaires.

#### **2.1.2. Capacité de désigner ou de modifier le bénéficiaire**

La désignation du bénéficiaire constitue un acte de disposition.

[Décret 22 déc. 2008, n° 2008-1484](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

En conséquence, des règles particulières s’appliquent lorsque le souscripteur est mineur ou fait l’objet d’une mesure de protection.

##### **2.1.2.1. Mineurs**

La rédaction de la clause bénéficiaire s’apparente à une transmission à titre gratuit.

Or, le mineur âgé de moins de 16 ans ne peut pas prendre de dispositions à titre gratuit.  
C. civ. art. 903

Le mineur âgé de 16 ans révolus et non émancipé peut prendre des dispositions testamentaires, à hauteur de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.  
C. civ. art. 904

En conséquence :

* Concernant l’enfant âgé de moins de 16 ans, il convient de prévoir une clause bénéficiaire conforme à la dévolution successorale (en pratique, la clause "*mes héritiers*" sera retenue) ;
* Concernant l’enfant âgé de 16 ans et plus :
  + soit cet enfant mineur rédige lui-même sa clause bénéficiaire sous testament en respectant les dispositions de l’article 904,
  + soit son administrateur légal rédige la clause en conformité avec la dévolution successorale.

**Remarque :**

La transposition, par analogie, des dispositions applicables aux legs du mineur dans le cadre de la rédaction d'une clause bénéficiaire d'assurance-vie n'apparaît pas pleinement certaine.

A titre d'exemple, par le passé, la Cour de cassation a pu approuver une cour d'appel d'avoir décidé que l'article 504 du Code civil (ancien), applicable au testament du majeur protégé, ne concernait pas le contrat d'assurance-vie. Il en résultait l'impossibilité, pour le tuteur d'une personne mise en tutelle après qu'elle ait souscrit un contrat d'assurance en cas de décès, d'en obtenir l'annulation.

[Cass. civ. 1, 11 juin 1996, n° 94-16.723](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000007037493/)

**Remarque :**

L'article L. 132-3 du Code des assurances interdit de contracter une assurance en cas de décès sur la tête d'un mineur âgé de moins de douze ans. Cette interdiction ne s'applique cependant qu'aux contrats d'assurance individuels comportant une garantie en cas de décès et pas aux contrats d'assurance en cas de vie comportant une simple contre-assurance à titre accessoire.

En présence d'un contrat d'assurance en cas de vie avec contre-assurance, il sera néanmoins nécessaire de ne pas désigner de bénéficiaire en cas de décès jusqu'au douzième anniversaire de l'enfant. Il pourra seulement être envisagé une clause neutre désignant les héritiers de l'assuré. Après le douzième anniversaire de l'enfant, une modification de la clause pourra être effectuée avec l'intervention du représentant légal (un éventuel conflit d'intérêts pouvant alors apparaître).

##### **2.1.2.2. Majeurs protégés (handicap, invalidité, etc.)**

Majeur sous curatelle

Lorsque le souscripteur assuré du contrat d’assurance-vie est placé sous curatelle, la désignation ou la substitution du bénéficiaire nécessite l’assistance du curateur.  
C. ass. art. L. 132-4-1, al. 1

**Attention :**

Les règles sont théoriquement différentes en cas de désignation du bénéficiaire par testament puisque la personne sous curatelle peut rédiger seule son testament.   
C. civ. art. 470

Néanmoins, il a été jugé que la modification de la clause bénéficiaire du contrat d’assurance-vie nécessitait l’assistance du curateur, même lorsque celle-ci avait lieu par testament.  
[Cass. civ. 2, 8 juin 2017, n° 15-12544](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/1583/download)

**Remarque :**

Si le curateur est désigné bénéficiaire du contrat d’assurance-vie, il est en opposition d’intérêts avec la personne protégée.

La rédaction d'une clause bénéficiaire au profit du curateur nécessite donc la désignation d’un subrogé curateur ou d’un curateur *ad hoc*.  
C. ass. art. L. 132-4-1, al. 2  
C. civ. art. 454

A défaut de désignation d'un curateur ad hoc, la clause bénéficiaire n'encourt toutefois qu'une nullité relative facultative. Il n'y a pas nécessairement opposition d'intérêts (notamment lorsque la clause respecte la dévolution légale), c'est au juge d'apprécier s'il y a conflit d'intérêt ou non.  
[Cass. civ. 1, 5 janv. 1999, n° 96-19759](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6879/download)  
[CA Paris, 30 nov. 2021, n° 20/04066](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6878/download)

La chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé que la souscription d'un contrat d'assurance-vie par le curateur de la personne protégée et la désignation des petits enfants de ce dernier comme bénéficiaires du contrat est constitutif d'un abus de faiblesse. Les actes accomplis par le curateur ont conduit à la dilapidation du patrimoine de la personne protégée. En matière d'abus de faiblesse, la prescription commence à courir à partir du dernier prélèvement opéré sur le patrimoine de la victime, la modification de la clause bénéficiaire caractère ce type de prélèvement.  
[Cass. crim. 25 sept 2019, n°, 18-85038](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4010/download)   
[Cass. crim. 18 juin 2019, n°18-85038](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4229/download)

Majeur sous tutelle

Lorsque le souscripteur assuré du contrat d’assurance-vie est placé sous tutelle, la désignation ou la substitution du bénéficiaire nécessite l’autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s’il a été constitué.  
C. ass. art. L. 132-4-1, al. 1

Seul le tuteur a la possibilité de saisir le juge des tutelles d'une demande tendant à la modification de la clause bénéficiaire.   
[Cass. civ. 1, 19 mars 2014, n° 13-12016](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CASS.-CIV.-1ere-19-03-2014.pdf)

La faculté de faire appel de l'ordonnance du juge est ouverte aux proches du tutélaire.   
Un ex-concubin qui n'a pas gardé de liens étroits avec le souscripteur du contrat ne peut pas agir contre la modification de la clause bénéficiaire à son détriment.   
[Cass.civ.1, 27 janv. 2021, n°19-22.508](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6001/download)

**Attention :**

Les règles sont théoriquement différentes en cas de désignation du bénéficiaire par testament. Dans cette hypothèse, la personne sous tutelle peut rédiger seule son testament avec l’autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille s’il a été constitué.

Le tuteur ne peut ni l’assister ni la représenter à cette occasion.   
C. civ. art. 476 al. 2

Mais la règle issue de l’arrêt du 8 juin 2017 cité *supra* concernant la curatelle semble transposable à la tutelle.

**Remarque :**

Comme en matière de curatelle, si le tuteur est désigné bénéficiaire du contrat d’assurance-vie, il est en opposition d’intérêts avec la personne protégée.

La rédaction d'une clause bénéficiaire au profit du tuteur nécessite donc la désignation d’un subrogé tuteur ou d’un tuteur *ad hoc*.  
C. ass. art. L. 132-4-1, al. 2        
C. civ. art. 454

Mandat de protection future

L’accomplissement d’actes de disposition à titre gratuit nécessite l’autorisation du juge des tutelles lorsqu’un mandat de protection future a pris effet.  
C. civ. art. 490, al. 2

Or, la plupart des auteurs considèrent que la désignation du bénéficiaire s’apparente à un acte de disposition à titre gratuit.

C’est pourquoi le mandataire semble devoir demander l’autorisation préalable du juge des tutelles pour désigner ou modifier le bénéficiaire du contrat d’assurance-vie.

Habilitation familiale

La personne habilitée ne peut accomplir un acte de disposition à titre gratuit qu’avec l’autorisation du juge des tutelles.  
C. civ. art. 494-6, al. 4

Si l’on considère que la désignation du bénéficiaire des capitaux-décès constitue un acte de disposition à titre gratuit, la personne habilitée à représenter le majeur doit obtenir l’autorisation préalable du juge des tutelles pour rédiger ou modifier la clause bénéficiaire du contrat d’assurance-vie du majeur concerné.

#### **2.1.3. Modalités de désignation du bénéficiaire**

##### **2.1.3.1. Désignation par la qualité**

Il est possible de désigner le bénéficiaire par sa qualité. L'assurance profitera aux personnes ayant la qualité inscrite lors de l'exigibilité des prestations (terme du contrat ou réalisation du risque assuré). En général, les parents, le conjoint ou les enfants sont les bénéficiaires désignés. Il est aussi possible de désigner sa succession comme bénéficiaire.

**Exemple :**

Pour ce type de désignation, diverses formules existent telles que :

* "mon conjoint" ;
* "mes enfants nés ou à naître", cette clause concerne tous les enfants vivants ou conçus à la date d'exigibilité des prestations qu'ils soient légitimes, adoptifs, naturels, adultérins ou incestueux, à condition que leur filiation soit établie. La clause désignant uniquement les enfants ne pose pas de difficultés pour les enfants nés ou conçus au moment de la conclusion du contrat, mais il en va différemment pour les enfants à naître, d'où l'intérêt de le préciser ;
* "mes héritiers, mes ayants droit", même en cas de renonciation à la succession, les prestations de l'assurance sont versées. Aujourd'hui, les héritiers sont considérés comme des bénéficiaires déterminés. Le danger est que la formule mes "ayants droit" désigne aussi les créanciers du souscripteur.

Les capitaux-décès seront versés à la personne qui a cette qualité au moment de l’exigibilité des capitaux-décès.  
C. ass. art. L. 132-8, al. 4  
[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3456-PGP.html/identifiant%3DBOI-ENR-DMTG-10-10-20-20-20160701) § 50

**Remarque :**

Un conjoint, désigné ainsi, reste "successible" et donc bénéficiaire jusqu’au jour du divorce.  
Le terme "enfants" désigne également les enfants à naître, car il y va de leur intérêt.  
[Cass. civ. 1, 10 déc. 1985, n° 84-14328](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CASS-10-12-1985.pdf)

Voir infra §3 - Principales clauses bénéficiaires

##### **2.1.3.2. Désignation nominative**

Il est possible, et souvent préférable, de désigner le ou les bénéficiaires nommément.

Une telle désignation permet d’éviter toute ambiguïté, et d'écarter toute contestation sur l'identité des personnes que le souscripteur a véritablement désignées.

Cette clause peut néanmoins poser des difficultés dans certaines hypothèses, notamment lorsque la personne nommément désignée est prédécédée et qu’aucun bénéficiaire subséquent n’a été prévu.

**Attention :**

Dans tous les cas, il faut éviter de désigner le bénéficiaire par sa qualité ET par son nom (comme par exemple "*mon conjoint Mme X*").

Si la clause cumule la qualité et le nom du bénéficiaire, alors la désignation est ambiguë et sera donc soumise à l’interprétation des juges  
[CA Douai, 16 mars 2017, n°16/00249](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/1644/download)

Si, au jour du dénouement du contrat, le souscripteur-assuré a divorcé et s’est remarié avec une autre personne, la clause sera sujette à interprétation…

**Remarque :**

Un contrat d'assurance-vie a pu être alimenté à différentes périodes et se composer de plusieurs compartiments soumis à des régimes fiscaux différents.

Dans cette hypothèse, le souscripteur-assuré n'a pas la possibilité de répartir ces sommes entre les bénéficiaires en fonction de la date de leur versement, dans le but d'optimiser la fiscalité due par les bénéficiaires. Une telle rédaction demeurerait sans effet sur le montant d’impôt dû par chacun.  
[RM Montaugé, JO Sénat 8 août 2019, n° 00450](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3911/download)

Pour plus de précisions sur ce sujet, consulter le doc expert [Assurance-vie : Fiscalité en cas de décès](https://api.fidroit.fr/document/38019)

### **2.2. Formalisme de la désignation du bénéficiaire**

La désignation du bénéficiaire "*peut être réalisée soit par voie d'avenant au contrat, soit en remplissant les formalités édictées par l'article 1690 du code civil​, soit par voie testamentaire*".  
C. ass. art. L. 132-8, al. 6  
[RM Le Callennec, JOAN 5 avr. 2016, n° 84728](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6774/download)  
[RM Fromantin, JOAN 5 avr. 2016, n° 63362](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6775/download)

**Remarque : Information de la compagnie d'assurance**

L'information de la compagnie d'assurances, bien qu'elle soit conseillée afin de faciliter le versement des prestations, n'est pas nécessaire à la validité de la désignation.  
[Cass. civ. 2, 13 sept. 2007, n° 06-18199](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass.civ.213sept2007.pdf)  
[RM. Bourg-Broc, JOAN 12 avril 2005, n° 1514](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/rm12avril2005.pdf)  
[Cass. civ. 2, 10 mars 2022, n°20-19.655](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000045349858?init=true&page=1&query=20-19655&searchField=ALL&tab_selection=all)

Cependant, un arrêt récent a considéré qu'une modification de la clause ne produit aucun effet lorsqu'il est envoyé à l'assureur postérieurement au décès du souscripteur, alors qu'il n'est pas caractérisé qu'il constitue un testament olographe.  
[Cass. civ. 2, 13 juin 2019, n° 18-14954](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3763/download)

La modification de la clause bénéficiaire faisant usage d'un papier à en-tête type n'est pas valable s'il ne contient pas la signature du souscripteur. L'absence de signature rend impossible la manifestation de la volonté du souscripteur de modifier la clause.  
[Cass. civ. 2, 26 nov. 2020, n°18-22563](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5688/download)

#### **2.2.1. Désignation au sein de la proposition d’assurance**

La désignation de la clause bénéficiaire peut être insérée dans la proposition d’assurance.

L’assureur aura alors connaissance de sa rédaction et pourra en apprécier le contenu, si nécessaire.

Cette solution s’avère pratique mais laisse peu de place à la personnalisation si le souscripteur-assuré se contente de cocher une case devant une désignation préétablie.

#### **2.2.2. Désignation par écrit séparé du contrat**

La clause bénéficiaire peut aussi :

* être effectuée par avenant : la désignation par avenant présente un intérêt quand le souscripteur entend révoquer le bénéficiaire désigné à l'origine et lui substituer un autre bénéficiaire ou si la police d'assurance a été souscrite sans désignation bénéficiaire. Dans un arrêt du 30 octobre 2008, la Cour de cassation a précisé que l'absence de la mention "lu et approuvé" avant la signature du souscripteur sur l'avenant ne remettait pas en cause la validité de la nouvelle désignation ;  
  [Cass. civ. 1, 30 oct. 2008, n°07-20001 (première chambre civile)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000019715291)
* figurer au sein d’un courrier adressé à la compagnie d’assurances (courrier simple ou lettre recommandée avec avis de réception). Il faut toutefois que le souscripteur soit certain que la volonté qu'il a manifestée soit bien connue de l'assureur, donc l'envoi par d'une lettre recommandée avec accusé de réception est conseillé, d'autant qu'elle entraîne généralement la rédaction d'un avenant par l'assureur ;
* être conservée à domicile ou dans un coffre par le souscripteur, avec tous les risques de pertes ou de destruction liés à cette situation.

#### **2.2.3. Désignation par testament**

Il est possible de désigner le ou les bénéficiaires d’un contrat d’assurance-vie par testament. Il s'agit d'un mécanisme de détermination indirecte, qui est recommandé à bien des égards, sans pour autant dispenser le souscripteur-assuré de toute information. Le devoir de conseil d'un conseiller ou d'un assureur subsiste.

Au lieu de faire figurer sur le contrat le nom du bénéficiaire, le souscripteur le désigne dans un testament déposé chez un notaire et enregistré au fichier national des dernières volontés. Le choix du testament comme support de désignation est valable, quelle que soit la forme du testament, authentique ou olographe.  
[RM Bourg-Broc, JOAN 12 avril 2005, n° 1514](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3747/download)

**Attention :**

Il est même admis que le souscripteur / testateur ne soit pas contraint de respecter les formes prévues pour le testament olographe, dès lors que sa volonté est claire et non équivoque.

Par exemple, un manuscrit signé et daté de la main du souscripteur peut valoir comme testament olographe et emporter modification de la clause bénéficiaire, quand bien même il n'est pas été envoyé à l'assureur.  
[CA Grenoble, 21 mars 2023, n°20/04023](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7456/download)

Lorsque l'assuré n'est pas le souscripteur, la désignation du bénéficiaire ne peut, en revanche, être faite par testament. Le consentement écrit de l'intéressé s'impose à peine de nullité : la signature de l'assuré est requise s'agissant d'un tiers.

Cette faculté ne peut donc être utilisée que lorsque le souscripteur et l'assuré sont une seule et même personne.

**Remarque :**

Le souscripteur d'un contrat d'assurance vie a la possibilité de modifier sa clause bénéficiaire par un simple avenant au contrat, y compris s'il avait au préalable prévu une autre répartition de ses capitaux décès par testament authentique.  
[Cass. civ. 1, 3 avr. 2019, n° 18-14640 (première chambre civile)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000038426887)

Une telle désignation permet d’assurer une certaine confidentialité. Cependant, les héritiers auront connaissance du contenu du testament lors de l’ouverture de la succession du souscripteur-assuré.

Il conviendra alors de rédiger la clause avec soin, afin d’éviter tout risque d’intégration des capitaux-décès dans l’actif successoral.

Il est notamment nécessaire de :

* préciser quels sont les contrats d'assurance-vie concernés, lorsque le souscripteur-assuré a ouvert plusieurs contrats,
* indiquer les références des contrats en question (numéro des contrats, nom des contrats, nom de l'assureur auprès duquel ils ont été souscrits...).

Ainsi, la formulation "*je lègue mon assurance-vie*" ne doit pas être retenue puisqu’elle peut conduire à intégrer les capitaux-décès dans l’actif de succession.  
[Cass. civ. 1, 10 oct. 2012, n° 11-17891](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass-civ-1ere-10-oct--2012.pdf)

**Remarque :**

​Il faut veiller à ce que la désignation testamentaire soit rédigée clairement, de préférence avec l'aide d'un professionnel du droit, pour éviter que cette désignation soit contestée dans l'avenir devant les tribunaux, comme le montre un arrêt de la Cour de cassation du 10 octobre 2012. En effet, compte tenu de la rédaction du testament, qui mentionnait les bénéficiaires du contrat non pas dans une clause spécifique séparée déposée chez un notaire, mais dans un des paragraphes du document, forme de désignation néanmoins valable, la Cour d'appel a estimé que le souscripteur avait entendu inclure ce capital dans sa succession. La formulation adoptée pouvait être interprétée comme un legs particulier portant sur le capital issu du contrat. La Cour de cassation ayant confirmé l'appréciation souveraine des juges du fond, le capital décès est intégré à la succession de l'assuré (et donc réductible à la quotité disponible et soumis aux droits de succession) et ne bénéficie plus du cadre privilégié de l'assurance vie.

En revanche, une telle désignation peut être volontairement retenue si le souscripteur-assuré entend soumettre les capitaux-décès aux règles civiles du rapport et de la réduction.  
[Cass. civ. 1, 20 mars 2013, n° 17-27221](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2920/download)

En présence d'une clause bénéficiaire renvoyant à un testament : lorsque ce testament prévoit un legs des actifs mobiliers, mais sans mentionner le contrat d'assurance vie et ne contenant pas le mot "bénéficiaire", le légataire ne peut être considéré comme bénéficiaire du contrat.   
Dans l'hypothèse d'un contrat sans désignation bénéficiaire, celui-ci intègre l'actif successoral : le légataire (au titre du legs des actifs mobiliers) pourrait alors percevoir les capitaux-décès, mais avec application des droits de mutation à titre gratuit selon le lien de parenté.   
CA Paris, 24/05/2023, n°21/00971

Pour éviter l'effet irrévocable d'une acceptation du contrat avant le 18 décembre 2007 (loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance-vie non réclamés et garantissant les droits des assurés) par le bénéficiaire désigné ou, en cas de détermination indirecte, la non-délivrance du bénéfice du contrat, les avantages de la désignation du bénéficiaire par testament sont également indéniables.

Ce mode de désignation présente ainsi l'avantage, à la fois, de :

* conserver l'identité du bénéficiaire secrète et, avant le 18 décembre 2007, d'en empêcher l'acceptation (avant cette date, cette irrévocabilité faisait débat, indépendamment des cas dans lesquels elle ne jouait pas : libre révocation des libéralités entre époux, survenance d'enfant, ingratitude).
* délivrer le bénéfice du contrat.

La connaissance du contrat est favorisée et la recherche du bénéficiaire au décès du testateur assuré est facilitée.

​Ce mode de désignation pourrait présenter un inconvénient si l'assureur restait dans l'ignorance du testament et, a fortiori, de la désignation qu'il comporte.

​Le notaire chargé du règlement de la succession a pour mission de rechercher le(s) bénéficiaire(s). A cet égard, les échanges d'informations entre les professionnels de l'assurance et le notariat rendent cette démarche plus aisée.

* Par ailleurs, si le souscripteur informe néanmoins le bénéficiaire et que ce dernier prend contact avec l'assureur pour signifier son acceptation, ce dernier, n'ayant aucun moyen de vérifier qu'il s'agit bien du bénéficiaire, ne pourra tenir aucun compte de cette acceptation.

**Attention :**

Lorsque le souscripteur-assuré opte pour une désignation par testament, il est préférable de notifier l’existence de cette clause bénéficiaire à la compagnie d’assurances.

En effet, si l’assureur n’a pas connaissance de ce testament, il versera les capitaux-décès au seul bénéficiaire dont il connaît l’existence ("bénéficiaire apparent").

Un tel règlement est libératoire pour l’assureur de bonne foi.  
C. ass. art. L. 132-25

Il faut donc indiquer dans le contrat, au cadre réservé à la clause bénéficiaire, qu'il convient de se reporter au testament déposé dans l'étude X, situé à ..., auprès de Maître Y :  
"*Voir testament déposé chez Me X, notaire à …, à défaut mes héritiers*"  
  
Même si le notaire, qui a connaissance de l'existence du contrat effectuera des démarches de son côté, cela n'est pas inutile.

**Remarque :**

La clause peut également être déposée chez le notaire, sans être rédigée par testament.

Cette solution permet de conserver une certaine confidentialité, notamment si le souscripteur-assuré ne souhaite pas que ses héritiers connaissent le contenu de la clause bénéficiaire.

Le notaire inscrira l’existence de cette clause au fichier central de dispositions des dernières volontés (FCDDV), ce qui permettra de retrouver l’existence de cette clause au décès du souscripteur-assuré.

#### **2.2.4. Cas particulier de la désignation par des époux co-assurés**

Lorsqu’un contrat d’assurance-vie est souscrit conjointement par deux époux, ceux-ci doivent désigner ensemble le bénéficiaire des capitaux-décès.

La désignation du bénéficiaire par testament rédigé conjointement par les deux époux est impossible puisque le testament conjonctif est interdit (en revanche, un document, qui n'est pas un testament, et rédigé de la main de l'un des époux et signé des 2 époux est valable).  
C. civ. art. 968

Une désignation ou une modification, dans les mêmes termes, par les deux époux au sein de deux testaments est également impossible.  
[CA Paris, 1er oct. 2014, n° 13/19413](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2938/download)

Pour plus de précisions concernant la souscription conjointe d’un contrat d’assurance-vie, voir [Schéma : Les différents types de souscription pour les couples mariés ou pacsés (adhésion simple, co-adhésion)](https://api.fidroit.fr/document/49003)

#### **2.2.5. Modification de la désignation**

Il est donc possible de désigner ou révoquer à tout moment (sauf acceptation du bénéficiaire) un bénéficiaire sans formalisme spécifique.  
[RM Fromentin, 5 avril 2016, JOAN n°63362](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/RM-5-AVRIL-2016-63362.pdf)  
[RM Sutour, 7 avril 2016, JOAN n°14643](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/rep-Min-Sutour.pdf)  
[RM Demilly, JOAN 2 juil. 2019, n°15764](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4000/download)

Aucun parallélisme des formes n'est exigé pour la modification de la clause.  
[Cass. civ. 1, 3 avr. 2019, n°18-14640](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3540/download), voir notre question / réponse : [Comment modifier la clause bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie intégrée dans un testament ?](https://api.fidroit.fr/document/51841)

**Remarque : Information de la compagnie d'assurance**

L'information de la compagnie d'assurances, bien qu'elle soit conseillée afin de faciliter le versement des prestations, n'est pas nécessaire à la validité de la désignation.  
[Cass. civ. 2, 13 sept. 2007, n° 06-18199](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass.civ.213sept2007.pdf)  
[RM. Bourg-Broc, JOAN 12 avril 2005, n° 1514](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/rm12avril2005.pdf)  
  
Cependant, un arrêt récent a considéré qu'une modification de la clause ne produit aucun effet lorsqu'il est envoyé à l'assureur postérieurement au décès du souscripteur, alors qu'il n'est pas caractérisé qu'il constitue un testament olographe.  
[Cass. civ. 2, 13 juin 2019, n° 18-14954](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3763/download)

### **2.3. Absence de désignation du bénéficiaire**

Il est possible de ne pas désigner de bénéficiaire en cas de décès.

​Un bénéficiaire est considéré comme "non déterminé" lorsqu'il n'est pas nommément désigné. Ce cas de figure se produit lorsque :

* la clause n'est pas renseignée lors de la souscription du contrat ;
* le bénéficiaire est lui-même décédé avant la réalisation du risque ou ne souhaite pas profiter des prestations qui lui sont octroyées.

C'est au moment du décès de l'assuré que doit être appréciée l'existence ou non d'un bénéficiaire déterminé. La conséquence est que les capitaux-décès ou la rente font partie de la succession du souscripteur-assuré et sont, de ce fait, soumis aux droits de mutation.  
C. ass. art. L. 132-11  
[Cass. civ. 1, 16 fév. 1983, n° 82-10429](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CASS-16-fevrier-1983.pdf)

**Remarque :**

L'absence de bénéficiaire déterminé est une hypothèse plutôt marginale, les contrats prévoyant généralement presque toujours une clause type qui s'impose, à défaut de volonté contraire du souscripteur.

D’un point de vue civil, ils seront donc soumis aux règles successorales (avec prise en compte pour le calcul de la réserve héréditaire).

Fiscalement, les capitaux-décès seront soumis à la fiscalité successorale (taxation aux droits de succession après application de l’abattement et du barème selon le lien de parenté existant entre le défunt et les héritiers), quels que soient la date de versement des primes et l’âge du souscripteur-assuré.

**​Remarque :**

A l'inverse d'un contrat de capitalisation, un contrat d'assurance vie ne peut pas être au porteur. Le souscripteur doit donc communiquer à l'établissement son identité et son domicile fiscal, lesquels seront déclarés à l'administration.

## **3. Principales clauses bénéficiaires**

### **3.1. Clause standard courante**

On entend par clause type ou standard, le modèle préconisé par l'assureur dans le bulletin d'adhésion des produits d'assurance qu'il commercialise. Il peut donc y avoir autant de clauses standards que de situations envisagées, selon ce qu'insèrent les compagnies émettrices dans leurs documents de souscription. Toutefois, l'ensemble des clauses actuellement insérées dans les contrats s'inspire des mêmes "modèles familiaux", à savoir les cas les plus courants où l'adhérent souhaite désigner un de ses plus proches parents.

**Attention :**

Néanmoins, selon les assureurs, la clause est plus ou moins précise et la manière dont elle est libellée mérite un examen attentif. Car l'ordre de désignation des bénéficiaires potentiels ("désignation en cascade") peut exclure celui ou ceux qu'il veut justement privilégier. Des nuances existent, souvent perceptibles et comprises par les seuls juristes ou professionnels compétents.

Le cas le plus fréquent reste celui où le souscripteur privilégie, en premier lieu, le conjoint s'il est marié, ou ses enfants ou, en dernier lieu, en l'absence de l'un ou l'autre, ses héritiers.

​Le bulletin d'adhésion peut prévoir une clause standard libellée comme suit :

* "mon conjoint,
* à défaut mes enfants nés ou à naître,
* à défaut mes héritiers".

Cette clause, assez classique, s'applique à la très grande majorité des situations. Mais rien n'oblige à la choisir et la plus grande liberté est laissée au souscripteur, à condition que ce dernier se montre vigilant. Lorsqu'elle est retenue, elle peut, cependant, être modifiée à tout moment sauf bénéficiaire acceptant.

**Attention :**

La notion de conjoint doit être limitée ici au conjoint marié. A titre d'exemple, la Cour d'appel de Rennes a refusé, dans une décision du 10 octobre 2007, que la concubine se prévale de la clause bénéficiaire type au profit du conjoint.

Autres configurations familiales

Parmi les autres clauses possibles figurent, par exemple :

* les père et mère de l'assuré, ou le survivant, à défaut les héritiers de l'assuré ;
* les enfants nés ou à naître de l'assuré, à défaut les héritiers de l'assuré ;
* les petits-enfants nés ou à naître de l'assuré, à défaut les héritiers de l'assuré ;
* les enfants de l'assuré, vivants ou représentés ;
* les héritiers de l'assuré ;
* les héritiers à défaut des ayants droit de l'assuré (les ayants droit comprennent les héritiers mais aussi le fisc, les créanciers de l'assuré, l'établissement bancaire...) ;
* les neveux et nièces de l'assuré, ou les survivants, à défaut les héritiers de l'assuré ;
* les frères et soeurs de l'assuré, ou les survivants, à défaut les héritiers de l'assuré ;
* le capital sera versé selon les dispositions testamentaires de l'assuré. En cas de succession "ab intestat" (en l'absence de testament), il sera versé aux héritiers de l'assuré ;
* par avenant, dans le cas où les clauses types ne peuvent pas être utilisées, la proposition signée comportant la clause souhaitée doit être jointe au bulletin d'adhésion.

**Remarque :**

Les mêmes clauses pour lesquelles le terme "assuré" est remplacé par "adhérent" sont généralement suggérées, dans le cas où le souscripteur est distinct de l'assuré.

Etendue du devoir d'information et de conseil

Les assureurs et les conseillers patrimoniaux ont un devoir d'information et de conseil. Ils doivent attirer l'attention de leurs clients sur les failles possibles de la clause retenue.

​La clause standard préimprimée, pourtant destinée à satisfaire l'éventail le plus large des souscripteurs, peut révéler des surprises susceptibles d'engager la responsabilité de l'assureur.

​Signaler l'importance de cette clause et inviter le souscripteur à prendre toutes les précautions pour procéder à son aménagement est un impératif professionnel qui peut, au demeurant, constituer un terrain d'exercice privilégié pour valoriser les compétences du prescripteur.

​Même si la désignation, ou la révocation, d'un bénéficiaire est un acte personnel relevant de la seule initiative du souscripteur, rien ne s'oppose à orienter sa décision vers l'approbation, ou le rejet, de la clause type figurant au bulletin d'adhésion.

​Il appartient au conseiller de vérifier l'adéquation de la clause type à la situation individuelle de son client, et à ses volontés exprimées. Mais ce n'est pas seulement au moment de la souscription que cette obligation est importante. La mise en place de solutions ne doit pas rester figée et c'est au conseiller de tenir compte des évolutions du contexte familial du souscripteur pour adapter ses préconisations dans le temps.

​Son devoir d'alerte peut également se manifester pour ce qui concerne l'opportunité : ​

* d'informer ou non le bénéficiaire désigné,
* de recourir à un démembrement, que ce soit parallèlement à la souscription ou dans le cadre d'une désignation multiple (clause bénéficiaire démembrée).

Compte tenu de la complexité de ce placement, un conseil sur mesure n'est pas un luxe et doit ainsi s'affranchir de la délivrance rapide d'informations stéréotypées.

### **3.2. Clause désignant le conjoint, partenaire de PACS ou concubin**

D'après le code des assurances, la désignation du bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie est un droit strictement personnel au souscripteur. L'époux souscripteur peut donc désigner la personne de son choix et sans l'accord de son conjoint.

Une attention particulière doit être donnée à la rédaction de la clause qui, suivant son contenu, n'emporte pas les mêmes conséquences lors du décès du souscripteur. En effet, la qualification de bien commun ou de bien propre dépend parfois du contenu de la clause bénéficiaire.

Enfin, le conjoint est souvent désigné en tant que bénéficiaire du contrat dans une optique de protection. Cet objectif de prévoyance doit être concilié avec une rédaction de la clause adaptée aux différentes situations auxquelles le couple peut être confronté.

**Remarque :**

​Un conjoint a le droit d'utiliser des deniers communs pour souscrire une assurance vie en désignant son conjoint en cas de décès, le capital retombant dans la communauté, mais il peut également, par la suite, l'écarter en modifiant la désignation de la clause bénéficiaire.

Il est possible de désigner le conjoint bénéficiaire sans le nommer.

La qualité de conjoint est appréciée au jour de la réalisation du risque (décès ou survie) et non au jour de la souscription.  
C. ass. art. L. 132-8, al. 4

Le conjoint est la personne unie au souscripteur-assuré par les liens du mariage.

Il est donc généralement conseillé de désigner "*le conjoint non divorcé, non séparé de corps, non engagé dans une procédure de divorce ou de séparation de corps au jour du décès de l’assuré*".

**Remarque :**

Attention, la telle désignation "*le conjoint non divorcé, non séparé de corps, non engagé dans une procédure de divorce ou de séparation de corps au jour du décès de l’assuré*" entraîne une révocation automatique, qui peut ne pas être voulue par le souscripteur. Notamment en présence d’enfants communs en bas âge, le souscripteur peut souhaiter conserver l'attribution de l'assurance-vie à son ex-conjoint afin d'assurer l'éducation des enfants communs.

En outre, si l’on veut réellement priver son conjoint de tout droit au décès, seul un testament authentique peut supprimer à la fois ses droits sur les contrats d’assurance-vie et sur la succession (à l'exception de son droit temporaire au logement cependant).

Pour plus de précisions, se référer au doc expert [Droits du conjoint survivant](https://api.fidroit.fr/document/38053)

**Exemple :**

Patrick décide de souscrire un contrat d'assurance vie dont le bénéficiaire désigné est "mon conjoint". Lors de cette souscription, il est marié à Patricia dont il divorce 3 ans plus tard. Puis il se remarie avec Sylvie.  
Au décès de Patrick, la clause bénéficiaire n'ayant pas été transformée, sa seconde épouse est la bénéficiaire du contrat. On prend en compte la qualité de la personne lors de l'exigibilité du capital ou de la rente.  
En revanche, s'il avait indiqué comme bénéficiaire sa première épouse de manière nominative, au moment du divorce, il aurait fallu qu'il pense à changer la clause sinon son ex-épouse aurait été bénéficiaire.

Le partenaire de PACS et le concubin ne sont pas considérés comme conjoint, sauf si le juge, en interprétant la clause, considère que la volonté du souscripteur était de gratifier ces personnes.  
[CA Rennes, 6 nov. 2002, n° 01/05516](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-Rennes-6-11-2002.pdf)

**Attention :**

Il n'est pas opportun de désigner comme bénéficiaire de son contrat d'assurance-vie "*mon concubin*". La situation de concubinage, situation de fait, peut faire l'objet d’une contestation par les héritiers et/ou autres bénéficiaires du contrat.  
[CA Paris, 2 sept. 2014, n°10-17573](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-PARIS-02-09-2014-n10-17573.pdf)   
[Cass. civ. 1, 3 oct. 2018, n° 17-13113](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2940/download)

Il convient de privilégier une désignation du concubin par son état-civil.

Par ailleurs, la désignation de son partenaire de PACS ne profite qu'à la personne qui a cette qualité au moment de l'exigibilité des prestations alors que la désignation de son partenaire uniquement par son nom, prénom et date de naissance, reste attachée à la personne même en cas de dissolution du PACS.

**Remarque - Décès du partenaire de PACS :**

La conclusion d'un PACS, ne confère pas le statut d'héritier aux partenaires. Sur ce point, ces derniers se rapprochent plus des concubins que des conjoints. En revanche, sur le plan fiscal, leur situation est identique à celle du conjoint survivant avec une exonération totale de droit de succession en cas de décès.

Pour protéger le partenaire d'un PACS, il est donc nécessaire de rédiger un testament pour l'ériger au statut de légataire. Cependant, en présence d'enfants, le partenaire d'un PACS ne peut transmettre qu'une partie du patrimoine correspondant à la quotité disponible c'est-à-dire la part des biens successoraux qui n'est pas réservée par la loi à une catégorie d'héritiers.

L'assurance vie, qui est hors succession, peut être une solution alternative ou complémentaire à la rédaction d'un testament pour transmettre à son partenaire plus que la quotité disponible. Cette possibilité est d'autant plus intéressante que le capital versé au partenaire ne sera soumis à aucune fiscalité (exonération de droit de succession pour les primes versées après 70 ans et de la taxation à 20 % (ou 31,25 % uniquement pour la part taxable du contrat excédant un certain seuil). Afin de sécuriser l'opération et éviter des éventuelles remises en cause, les primes versées sur le contrat d'assurance vie ne devront pas être manifestement exagérées.

**Exemple :**

Deux partenaires d'un PACS acquièrent une maison dont chacun est propriétaire à hauteur de la moitié. En cas de décès de l'un d'entre eux, et sans testament, le survivant conserve sa part et tombe en indivision avec les héritiers de son partenaire décédé. Cette situation peut rapidement devenir conflictuelle.

A l'inverse, en présence d'un testament, le partenaire peut demander l'attribution préférentielle de ce bien (si cette clause est insérée dans l'acte) à charge pour lui de payer une soulte aux autres indivisaires. Cette soulte peut notamment être financé avec le capital d'un contrat d'assurance vie que le défunt aura souscrit au profit du survivant.

### **3.3. Clause désignant les enfants**

Le souscripteur-assuré peut parfaitement désigner les enfants bénéficiaires de son contrat d’assurance-vie, sans les désigner nommément.

**Attention :**

Dans cette hypothèse, la compagnie d’assurances devra être en possession de l’acte de notoriété reçu par le notaire pour effectuer le versement des capitaux-décès, ce qui peut parfois allonger le délai de versement des capitaux-décès.

Une désignation nominative détaillée peut permettre d’éviter cet inconvénient.

Il est également possible de désigner les "*enfants nés ou à naître*" : les bénéficiaires sont appréciés au jour de la réalisation du risque (décès ou survie) et non au jour de la souscription.  
[Cass. civ. 1, 10 déc. 1985, n° 84-14328](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CASS-10-12-1985.pdf)

Ainsi, les enfants non encore nés au jour de la souscription mais vivants au jour du dénouement du contrat ainsi que les enfants conçus mais non encore nés au jour du dénouement du contrat seront pris en compte.

**Rappel :**

Les enfants sont présumés être conçus entre le 300ème et le 180ème jour avant la naissance, l’intérêt de l’enfant étant toujours recherché.  
C. civ. art. 311

### **3.4. Clause prévoyant la représentation**

Contrairement au droit des successions, la représentation ne se présume pas en droit des assurances.  
[Cass. civ. 2, 22 sept. 2005, n° 04-13077](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2921/download)  
[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3456-PGP.html/identifiant%3DBOI-ENR-DMTG-10-10-20-20-20160701) § 240

Si le souscripteur-assuré souhaite qu’elle puisse s’appliquer, en cas de décès ou de non-acceptation des capitaux-décès, il convient donc de l’indiquer expressément au sein de la clause bénéficiaire.

La représentation pourra être prévue concernant :

* les descendants du souscripteur-assuré (enfants, petits-enfants),
* les collatéraux privilégiés du souscripteur-assuré (frères et sœurs, neveux et nièces).

**Remarque :**

Lorsqu'une clause bénéficiaire désigne les héritiers, la représentation s'applique à défaut de mention contraire.  
[CA Bordeaux 10 fév. 2014, n° 12/03121](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CA-BORDEAUX-10-02-2014-RG-13-03121.pdf)

**Attention :**

La représentation peut s’appliquer en cas de prédécès ou de non-acceptation des capitaux-décès, ou dans les deux cas.  
C. civ. art. 754

Il est donc conseillé de préciser au sein de la clause bénéficiaire si le souscripteur-assuré entend voir jouer la représentation pour le cas du prédécès et de la non-acceptation ou pour l’un des deux seulement.

Si la représentation est prévue, elle a pour effet de désigner les enfants bénéficiaires en lieu et place de leur auteur prédécédé. Cependant, fiscalement, il n'est pas appliqué de représentation : chaque bénéficiaire effectif est considéré en fonction de son lien de parenté avec l’assuré.  
[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3456-PGP.html/identifiant%3DBOI-ENR-DMTG-10-10-20-20-20160701) § 240

Enfin, si une clause bénéficiaire prévoit une représentation en ligne descendante ou ascendante, cela exclut alors la représentation en ligne collatérale.  
[CA Pau,9 Janvier 2024, n° 22-02273](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7668/download)

#### **3.4.1. Vigilance en matière de représentation**

Un assuré qui souhaite gratifier, à parts égales, un enfant et un petit-enfant venant en représentation de son parent décédé, doit veiller à indiquer son intention de manière explicite, dans la clause bénéficiaire.  
En cas de clause ambiguë, l'intention du souscripteur devra être recherchée.   
[CA Paris, 12 avril 2023, n°20-18777](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7532/download)

En effet, en matière d'assurance vie, la représentation des enfants prédécédés par leurs enfants n'est ni de droit, ni automatique, contrairement à ce qui se passe pour la dévolution successorale.   
[Cass. civ. 2, 10 avr. 2008, n° 07-12992](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000018644426)

**Exemple :**

Sylvie a 2 descendants :

* sa fille Léa,
* une petite-fille Laura dont le père, fils de Sylvie, est décédé.

Elle souscrit 2 contrats d'assurance vie à 2 dates différentes.

Les clauses bénéficiaires de chacun des contrats sont libellées de manière différente :

* sur le premier, souscrit en 1994, les bénéficiaires sont "mes enfants vivants ou représentés" ;
* sur le second, souscrit en 1996, la clause désigne "mon conjoint, à défaut mes enfants nés ou à naître, à défaut mes héritiers".

Au décès de Sylvie en 1997, à l'âge de 87 ans, après son époux, Léa perçoit l'intégralité du capital du contrat souscrit en 1996.

​Evincée, Laura s'estime lésée et assigne l'assureur pour manquement à son devoir de conseil. Selon elle, l'intention de sa grand-mère était de la gratifier à parts égales avec sa tante. Le contrat souscrit en 1994 en témoigne à travers sa rédaction bénéficiaire.

La Cour d'appel de Paris apporte une réponse positive à sa demande et condamne l'assureur à la dédommager en tant que victime d'une clause tout à fait inadaptée. Elle relève :​

* une approximation à propos de la clause standard qui est de nature à induire en erreur le souscripteur sur l'identité des bénéficiaires de second rang, en cas de décès d'un enfant ;
* la nature impropre de la clause mentionnant des enfants "à naître" pour une femme âgée de 80 ans passés lors de la souscription.

Ce qui est reproché à l'assureur est d'avoir omis d'alerter le souscripteur sur le fait que la petite-fille ne pourrait pas bénéficier du capital par représentation de son père. En effet, la petite-fille est bien héritière mais les héritiers sont supplantés par les enfants, positionnés en 2èmeplace dans l'énumération et excluant donc le 3èmeterme, à savoir les héritiers.

Elle souligne qu'en matière d'assurance vie, la représentation des parents prédécédés par leurs enfants n'est pas de droit.

La rédaction de la clause bénéficiaire est un acte délicat. Elle doit être personnalisée et retranscrire fidèlement les intentions du souscripteur, ce qui revient plutôt à proscrire l'insertion de clauses types, sujettes à confusion et donc sources de contentieux. Dans cette optique, certains organismes ont inclus dans leur clause standard la formule "mon conjoint, à défaut mes enfants nés ou à naître, vivants ou représentés, par parts égales entre eux, à défaut mes héritiers".

### **3.5. Clause désignant les héritiers**

#### **3.5.1. Validité de la clause**

La formule "*mes héritiers*" peut permettre de désigner les bénéficiaires d’un contrat d’assurance-vie.

La désignation comme bénéficiaire des "*héritiers ou ayants-droit de l’assuré ou d’un bénéficiaire prédécédé*" est  "*considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés*".  
C. ass. art. L. 132-8

#### **3.5.2. Difficultés d’interprétation**

La désignation "mes héritiers" est source de contentieux lorsque le souscripteur-assuré a désigné par ailleurs un légataire universel par testament. Dans cette hypothèse, la dévolution successorale n’est plus identique à celle prévue par la loi et la notion d’héritier est sujette à interprétation.

**Remarque :**

Une telle formulation n’est pas toujours choisie par le souscripteur-assuré. Par exemple, lorsque celui-ci est placé sous tutelle, le juge impose une telle désignation.

Une règle de portée générale a été dégagée : les juges du fond, dans le cadre de leur pouvoir souverain d’appréciation, doivent rechercher la volonté du souscripteur, sans s’arrêter à une définition en droit successoral du terme "héritier".  
[Cass. civ. 2, 14 déc. 2017, n° 16-2720](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000036218673&fastReqId=802605336&fastPos=1)  
[Cass. civ. ,1, 1er juin 2011, n°10-16285](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass.civ.11juin2011.pdf)  
[RM Roubaud, 17 juin 2008, n° 8657](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_ass_vie_17_juin_2008.pdf)  
[RM Laffineur, JOAN 28 juill. 2009, n° 44814](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_28_juillet_2009_assurance_heritiers.pdf)  
  
Ainsi, le terme "héritier" peut inclure le légataire universel.  
[Cass. civ. 1, 4 avril 1978, n° 76-12085](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2922/download)  
[Cass. civ. 1 30 sept. 2020, n°19-11187](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5563/download)  
[CA Pau,9 Janvier 2024, n° 22-02273](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7668/download)

Le fait de désigner les héritiers bénéficiaires peut montrer la volonté du souscripteur de gratifier toutes les personnes ayant cette qualité et pas seulement le légataire universel.  
[Cass. civ. 2, 12 mai 2010, n° 09-11256](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cassciv212mai2010.pdf)

Les juges doivent rechercher la volonté du souscripteur quant à la répartition du capital garanti en présence d’un legs de quotité disponible. Sur ce point, la cour d'appel de Chambéry a conclu à une répartition des capitaux conformément au testament réalisé (le testament étant antérieur à la rédaction de la clause bénéficiaire).  
[Cass. civ. 1, 19 sept. 2018, n°17-23568](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2855/download), voir notre [actualité correspondante](https://api.fidroit.fr/document/51589)  
[CA Chambéry, 9 janv. 2020, n°18/02325](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4884/download)

**Avis Fidroit :**

Il convient donc d’éviter une telle rédaction lorsque le souscripteur-assuré a désigné un ou plusieurs légataires. On privilégiera  les mentions suivantes

* "*les héritiers légaux*" qui vise la dévolution successorale (les héritiers uniquement),
* "*les ayants-droit à titre gratuit*" : qui vise tant les héritiers légaux que les légataires universels qu'ils soient en pleine propriété, en nue-propriété (a contrario, le legs de l’usufruit de la succession est un legs à titre universel, [Cass. civ. 1, 10 fév. 2016, n° 14-27057 et 14-28272](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass-Civ-1-10-fev-2016-n-14-27057.pdf)) ou un legs de la quotité disponible ([Cass. civ. 1, 19 sept. 2018, n°17-23568](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2855/download))

[RM Laffineur, JOAN 28 juill. 2009, n° 44814](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/RM_28_juillet_2009_assurance_heritiers.pdf)

Notez toutefois qu'une clause bénéficiaire désignant les *"héritiers légaux"* a pu néanmoins être attribuée au légataire universel lorsque l'intitulé *"héritiers légaux"* n'avait pas été choisi par le souscripteur mais imposé par le juge et que l'interprétation de la volonté du souscripteur révélait qu'il avait voulu gratifier le légataire.  
[TGI Paris, 28 juin 2018, n°RG 18/04464](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7365/download)

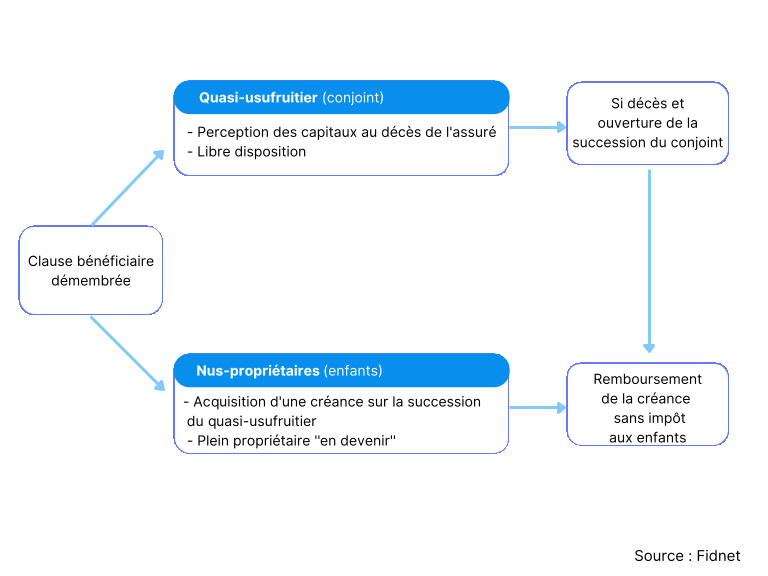
Néanmoins, si l'interprétation des testaments relève de l'appréciation souveraine des juges du fond, ces derniers doivent s'en tenir au texte. Ainsi, la cour de cassation à juger l'analyse des juridictions du fond comme dénaturée du fait de l'ajout, par les juges d'un moment supplémentaire venant fausser le raisonnement (le cas d'espèce concernait l'interprétation d'un testament, mais la décision devrait être transposable pour l'interprétation des clauses bénéficiaires)  
[Cass. civ. 1, 13 janv. 2021, n°19-1639](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5944/download)

S'il est fait recours à un généalogiste pour identifier les héritiers du souscripteur, ses honoraires sont calculés sur la totalité des capitaux décès. En revanche, dès lors qu'un contrat dispose d'une clause bénéficiaire précise et qu'il n'est pas justifié qu'il était nécessaire d'avoir recours à un généalogiste (nom et coordonnées du bénéficiaire par exemple), les capitaux de ce contrat ne doivent pas être pris en compte pour déterminer le montant des honoraires dus.  
[CA Montpellier, 16 mars 2023, n°20/02857](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7404/download)

### **3.6. Clause démembrée**

#### **3.6.1. Principe**

Le souscripteur d'une assurance vie peut prévoir que les prestations feront l'objet d'un démembrement de propriété, en désignant un bénéficiaire pour l'usufruit et en attribuant la nue-propriété à un autre.



En effet, l’usufruit "*peut être établi sur toute espèce de biens meubles ou immeubles*".  
C. civ. art. 581

​Cette technique de transmission ne comporte pas de problème sur un plan strictement civil et elle reste attrayante sur le plan fiscal en permettant d'opérer une double transmission des biens en franchise de droits de succession.

**Remarque :**

Le cas le plus fréquent d'utilisation de ce mécanisme se trouve au sein d'un couple marié, le conjoint survivant est le bénéficiaire de l'usufruit et les enfants du couple sont les bénéficiaires au titre de la nue-propriété. Cela permet de donner des revenus au conjoint tout en transmettant un capital aux enfants.

Pour un modèle, consulter le doc pratique [Modèle : Clause bénéficiaire démembrée](https://api.fidroit.fr/document/49139)

##### **3.6.1.1. Répartition des pouvoirs**

La particularité, en matière d'assurance vie, est que l'usufruit porte sur une somme d'argent dont l'usufruitier doit pouvoir disposer pour exercer ses droits.

Pouvoirs de l'usufruitier

L'usufruitier reçoit, pour une période déterminée et au plus tard jusqu'à sa mort, le droit de faire usage du bien et d'en recueillir les produits. En l'occurrence, il s'agit d'un capital, donc d'un bien monétaire que l'on ne peut utiliser sans le consommer.

​La loi permet à l'usufruitier de s'en servir, à charge pour lui de restituer au nu-propriétaire la valeur qu'il a reçue.

​Au terme de l'usufruit, c'est-à-dire au décès de l'usufruitier si l'usufruit est viager, ou au terme du 1er usufruit si celui-ci est temporaire, le nu-propriétaire doit recevoir un capital équivalent.

​Au décès de l'assuré, l'assureur verse le capital à l'usufruitier, lequel peut en disposer librement à charge pour lui de restituer, en fin d'usufruit, un capital équivalent au nu-propriétaire désigné.

​Le quasi-usufruitier dispose d'un véritable pouvoir de propriété. Il peut disposer librement des fonds et les faire fructifier pour son propre compte.

​Il peut donc, par exemple, arbitrer comme il le souhaite parmi les supports sur lesquels les sommes reçues sont placées. Le nu-propriétaire n'est donc pas à l'abri d'une mauvaise gestion.

Droits du nu-propriétaire

Le nu-propriétaire est quant à lui, en quelque sorte, un "plein-propriétaire en devenir", puisqu'il est destiné à recevoir, au terme de l'usufruit, la pleine propriété du bien par réunion sur sa tête de l'usufruit et de la nue-propriété.

​L'attribution de pouvoirs étendus au bénéficiaire en usufruit se réalise donc aux dépens du nu-propriétaire. Les principaux risques sont, pour ce dernier, le risque de dépréciation et le défaut de restitution.

​Le nu-propriétaire ne possède qu'un droit de créance sur la succession de l'usufruitier. Bien qu'il existe des mesures de protection, elles se révèlent, bien souvent, en pratique, inapplicables.

#### **3.6.2. Intérêts de la clause démembrée**

##### **3.6.2.1. Intérêts civils**

La clause bénéficiaire démembrée peut permettre de protéger l’usufruitier tout en organisant la transmission aux nus-propriétaires.

L’usufruitier peut :

* percevoir les fonds à titre de quasi-usufruit (solution qui s'applique à défaut de précision dans la clause),
* ou reporter le démembrement en employant les fonds sur un support démembré avec le ou les nus-propriétaires.

A son décès, les nus-propriétaires recueilleront la pleine propriété du placement en franchise d’impôt.

**Remarque :**

Généralement, le conjoint survivant du souscripteur sera désigné bénéficiaire pour l’usufruit tandis que les enfants du couple seront désignés bénéficiaires pour la nue-propriété.

Mais le démembrement peut bien évidemment être créé entre d’autres personnes.

Cette clause permet de désigner simultanément plusieurs bénéficiaires et d’éviter une double taxation.

Ainsi, elle s’avère plus efficace qu’une clause désignant un bénéficiaire en pleine propriété.

**Exemple :**

Un souscripteur-assuré souhaite protéger son conjoint et ses enfants.

Si la clause bénéficiaire de son contrat d’assurance-vie désigne le conjoint comme bénéficiaire, celui-ci reçoit donc la totalité des fonds.

Il peut alors souscrire un nouveau contrat d’assurance-vie et éventuellement désigner ses enfants bénéficiaires.

Or, il pourra toujours décider de modifier la clause bénéficiaire afin d’exclure les enfants.

##### **3.6.2.2. Intérêt fiscal**

L'opération de démembrement n'en demeure pas moins un instrument précieux de transmission de patrimoine, au regard, en particulier, des conséquences fiscales qu'elle entraîne. En effet, elle permet de transmettre, en exonération de droits de succession, le capital d'assurance :

* une première fois au quasi-usufruitier,
* puis, une seconde fois, au nu-propriétaire.

Dans la pratique et sauf clause spécifique, les compagnies d'assurance délivrent très souvent au conjoint survivant bénéficiaire, les capitaux sous la forme d’un quasi-usufruit. Ce dernier peut alors librement disposer des sommes démembrées à charge par lui de les restituer à son décès.

Cette dette constitue un passif de succession. A ce titre, elle viendra diminuer l’assiette taxable aux droits de succession.

A cet égard, il est vivement recommandé de faire enregistrer une convention constatant l'existence de cette dette, afin de lui donner date certaine.

**Exemple :**

Même exemple que précédemment.

Au décès du conjoint survivant, si les fonds n’ont fait l’objet d’aucune affectation particulière, ces sommes figureront à l’actif successoral taxable et seront donc soumis aux droits de succession.

* Lorsque le contrat est soumis à l’article 757 B du CGI, l’intérêt fiscal de la clause bénéficiaire démembrée n’est que relatif car l’abattement de 30 500 euros est globalisé pour l’ensemble des contrats concernés et pour tous les bénéficiaires taxables. En outre, le nu-propriétaire peut devoir régler des droits de succession sans percevoir de capitaux en présence d’un quasi-usufruitier. Sa désignation pour partie en pleine propriété pour faire face à ses impositions personnelles peut s’avérer utile.
* Lorsque le contrat est soumis à l’article 990 I du CGI, les usufruitiers et nus-propriétaires sont imposés et se partagent l’abattement proportionnellement à leurs droits déterminés selon le barème de l’article 669 du CGI.

Pour un exemple chiffré, consulter le doc pratique : [Exemple - Calcul de l’assiette taxable en cas de clause démembrée pour un contrat soumis à l'article 757 B ou 990 I](https://api.fidroit.fr/document/50232)

**Rappel :**

Avant le 31 juillet 2011, les réponses ministérielles Chatel et Perruchot énonçaient que seul l'usufruitier était reconnu comme bénéficiaire, et donc que lui seul était imposé et se voyait attribuer l'abattement. Le nu-propriétaire n’était pas imposé.

**Remarque :**

​La désignation comme usufruitier du conjoint survivant, du partenaire de PACS survivant ou du frère ou soeur âgé de plus de 50 ans (dans certaines conditions) est fiscalement très intéressante puisqu'ils sont exonérés de fiscalité pour les successions ouvertes depuis le 22 août 2007.

#### **3.6.3. Différentes possibilités de sortie**

##### **3.6.3.1. Répartition des fonds entre usufruitier et nu-propriétaire**

Sur le plan civil, l’usufruitier et les nus-propriétaires peuvent s’entendre pour effectuer une répartition des fonds entre eux. Selon la volonté des parties, celle-ci sera effectuée :

* d'après une évaluation économique de l'usufruit,
* ou en application du barème figurant à l’article 669 du CGI.

Cette opération met fin au démembrement.

**Attention :**

Les compagnies d'assurance traite cette situation, sur le plan fiscal, comme une désignation en pleine propriété et applique donc les abattements et la fiscalité en conséquence.   
De ce fait, en pratique, cette répartition se rencontre rarement : le souscripteur écarte généralement cette possibilité.

##### **3.6.3.2. Remploi des fonds dans un actif démembré**

Sur le plan civil

L’usufruitier et les nus-propriétaires peuvent replacer ensemble les capitaux démembrés.

Il semble judicieux de réinvestir en démembrement sur un actif frugifère, c’est-à-dire productif de revenus.

**Exemple :**

Un immeuble ou un contrat d'assurance-vie.

**Avis Fidroit :**

Il est préférable de ne pas indiquer dans le détail le ou les actifs objet du remploi au sein de la clause bénéficiaire.

En effet, le type de support choisi ne sera peut-être plus adapté si le contrat d’assurance-vie se dénoue plusieurs décennies après la rédaction de la clause…

Pour plus de précisions concernant l’emploi des fonds sur un contrat de capitalisation ou un contrat d’assurance-vie, voir [Mémo : Comparaison pour le remploi de capitaux démembrés sur un contrat de capitalisation ou un contrat d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/49004)

Sur le plan fiscal

Aucune taxation particulière n’est prévue.

##### **3.6.3.3. Mise en place d’un quasi-usufruit**

Si la répartition des fonds ou le remploi n’est pas prévu(e), le quasi-usufruit s’appliquera automatiquement. Le quasi-usufruit constitue donc le type de sortie par défaut.

Définition

Le quasi-usufruit est un usufruit portant sur une chose consomptible, c’est-à-dire qui se consomme par l’usage que l’on en fait.

"*Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge de rendre, à la fin de l'usufruit, soit des choses de même quantité et qualité soit leur valeur estimée à la date de la restitution."*

C. civ. art. 587

Conséquences civiles

L'usufruitier pourra disposer librement du capital, à charge par lui de restituer en fin d'usufruit un actif de valeur équivalente ou un capital équivalent au profit des nus-propriétaires.

Le quasi-usufruitier est plein propriétaire des sommes constituant le quasi-usufruit.

Les nus-propriétaires ont un droit de propriété futur et sont alors bénéficiaires d’une créance, appelée créance de restitution, exigible au jour du décès de l’usufruitier.

Le montant de la créance de restitution est en principe égal au montant des capitaux-décès reçus par l’usufruitier.

C. civ. art. 587

Les nus-propriétaires feront porter la dette de l’usufruit, correspondant à leur créance, au passif de succession du défunt usufruitier. L’actif net de succession sera donc diminué.

Si l’actif de succession est inférieur au montant de la créance de restitution, le remboursement de la créance au(x) nu(s)-propriétaire(s) sera impossible.

Pour entrer en jouissance, l’usufruitier doit faire inventaire des biens meubles et immeubles, objets du démembrement et fournir caution d’en jouir en bon père de famille.

Cependant, l’usufruitier peut être dispensé de donner caution et de dresser un inventaire lors de la constitution de l’usufruit. Cette règle est de portée générale. Ainsi, pour le cas spécifique d’un contrat d’assurance-vie dont la clause bénéficiaire est démembrée, le souscripteur doit prévoir, s’il le souhaite, cette dispense de donner caution dans la clause bénéficiaire, par une rédaction appropriée.C. civ. art. 600 à 603  
Voir pour un exemple, [CA Versailles, 14 janv. 2020, n°18/03975](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4889/download) qui précise notamment que la règle prévue à l'article 1094-3 du Code civil, par laquelle le conjoint gratifié en usufruit qui se trouve en présence de descendants est tenu d’une obligation de faire inventaire et d’employer  les sommes, est inapplicable à l'assurance.

Conséquences fiscales

La créance de restitution des nus-propriétaires constitue un passif de succession.

Afin de sécuriser la déductibilité fiscale de ce passif au décès du quasi-usufruitier, il est cependant conseillé de matérialiser la créance par acte authentique ou par acte sous seing privé valablement enregistré aux services des impôts.

*"Ne sont pas déductibles : […] les dettes consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou de personnes interposées. Sont réputées personnes interposées les personnes désignées dans les articles 911, dernier alinéa, et 1100 du code civil.  
Néanmoins, lorsque la dette a été consentie par un acte authentique ou par un acte sous seing privé ayant date certaine avant l'ouverture de la succession autrement que par le décès d'une des parties contractantes, les héritiers, donataires et légataires, et les personnes réputées interposées ont le droit de prouver la sincérité de cette dette et son existence au jour de l'ouverture de la succession".*

CGI. art. 773, 2°

En principe, le montant de la créance de restitution est calculé selon le principe du nominalisme monétaire.

Cependant, l’usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaire(s) peuvent y déroger et retenir un mode de calcul conventionnel du montant de la créance, par une revalorisation ou une indexation de celle-ci.

Pour plus de précisions, consulter le doc expert [Quasi-usufruit](https://api.fidroit.fr/document/37823)

**Attention :**

​Le quasi-usufruitier peut souhaiter réinvestir les capitaux sur un contrat d'assurance-vie dont les nus-propriétaires seront les bénéficiaires.

À cet égard, la manière dont le quasi-usufruitier utilise les fonds dont il a la disposition est sans conséquence sur la dette de restitution. La désignation d’un héritier, nu-propriétaire des fonds employés, comme bénéficiaire des contrats d’assurance-vie, ne constitue pas un moyen de paiement de la dette de l'usufruitier.  
[CA Douai, 12 mai 2016, n°15/03664](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/569/download) (voir notre [actualité](https://fidnet.fidroit.fr/document/50317))

Si le procédé est valable en droit, il n’en reste pas moins que l’administration fiscale pourrait se fonder sur l’abus de droit chaque fois que l’opération aura un but exclusivement fiscal.  
LPF, art. L. 64

À l’inverse, il est également possible de désigner le nu-propriétaire comme bénéficiaire à titre onéreux. Le bénéficiaire n’est alors pas taxé mais il ne peut pas faire valoir une créance de restitution sur la succession.

#### **3.6.4. Précisions rédactionnelles**

##### **3.6.4.1. Concernant la clause bénéficiaire**

La clause bénéficiaire démembrée nécessite une rédaction précise et complète.

La clause bénéficiaire démembrée doit être rédigée avec attention. Chaque assureur est susceptible de fournir un modèle-type, dont il peut gérer sans difficulté le dénouement. Il est vrai que certains conseillers "créatifs"peuvent rédiger des clauses difficiles à mettre en œuvre en pratique…

La clause, conformément à une clause bénéficiaire classique, peut alors être rédigée au sein du contrat, dans le testament du souscripteur ou encore déposée chez un notaire. Une rédaction spécifique permet au souscripteur d'accorder des pouvoirs plus ou moins étendus à l'usufruitier et au nu-propriétaire.  
Pour un modèle, voir : [Modèles - Assurance-vie : clauses bénéficiaires et déclaration de remploi](https://api.fidroit.fr/document/49139)

Plusieurs points doivent être notamment précisés :

* si le quasi-usufruitier est ou non obligé de fournir des garanties pour assurer le paiement de la créance de restitution à la fin du quasi-usufruit, et dans l’affirmative, quelles sont ces garanties (caution bancaire, hypothèque, nantissement d’un contrat d’assurance-vie, etc.) ;
* s’il est ou non prévu une dispense de donner caution pour le quasi-usufruitier ;
* s’il est imposé ou non à l’usufruitier une obligation de réinvestir les sommes d’argent, et, dans l’affirmative, sur quels types de biens. Il faudra alors également prévoir si le démembrement de propriété se reporte ou non sur ce bien (faisant donc du quasi-usufruitier un simple usufruitier).

Une rédaction adaptée de la clause bénéficiaire permet ainsi :

* de renforcer ou d'atténuer la protection du ou des nus-propriétaires ;
* de prévoir les modalités de gestion ;
* et d'éviter d’éventuels conflits.

​Il peut être prévu que la part du bénéficiaire en usufruit soit attribuée aux bénéficiaires en nue-propriété dont les droits s’exerceront alors en pleine propriété, dans l’hypothèse où :

* celui-ci n’accepterait pas les droits en usufruit qui lui sont attribués (hypothèse de la renonciation) ;
* il décéderait avant d’avoir accepté le bénéfice du contrat (hypothèse du prédécès).

**Avis Fidroit :**

Au décès de l’assuré, en présence d’une clause bénéficiaire démembrée, les capitaux décès doivent être versés en pleine propriété aux nus-propriétaires désignés, lorsque l’usufruitier prévu par cette même clause est prédécédé au jour du dénouement du contrat. Les bénéficiaires en second (désignés par *"à défaut mes héritiers"*) n’ont droit à rien dans ces circonstances.  
Pour autant, cette solution ne va pas de soi. En l’absence de bénéficiaire désigné en usufruit, on aurait pu considérer que plus personne n’était appelé pour l’usufruit, et que la valeur ce droit devait être intégrée (et taxée) dans la succession du souscripteur assuré.

En tout cas, la volonté réelle du souscripteur doit être recherchée pour déterminer, selon les circonstances, les personnes qui doivent percevoir les capitaux décès.  
[Cass. civ. 1, 19 sept. 2018, n° 17-23568](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2855/download)

Pour qu’il n’y ait pas d’ambiguïté sur cette volonté, et sur le sort des capitaux en cas de prédécès de l’usufruitier ou d’un nu-propriétaire, seule une rédaction précise doit être privilégiée pour éclairer autant que faire se peut la compagnie d’assurance et, en cas de litige, le juge.  
[CA Douai, 16 janv. 2020, n° 19/02102](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4754/download), voir notre [actualité](https://api.fidroit.fr/document/52245)

​De même, pour le cas où l’un des bénéficiaires en nue-propriété désigné décède ou n’accepte pas le bénéfice du contrat, il peut être prévu que sa part soit attribuée à, par exemple "*ses enfants, vivants ou représentés, à défaut…*".

En cas de sortie en quasi-usufruit, l’assuré doit penser qu’il peut insérer dans la clause bénéficiaire une dispense de caution pour l’usufruitier.

Il convient enfin de prévoir des solutions pour que les nus-propriétaires, qui ne percevront pas les capitaux décès, puissent régler l'impôt dont ils sont redevables. Deux solutions sont envisageables :

* la première consiste à accorder au nu-propriétaire une fraction des sommes en pleine propriété à hauteur du montant de la taxe ou des droits de succession afférents aux capitaux lui revenant ;
* la seconde consiste à attribuer l’intégralité de la somme en démembrement en prévoyant un quasi-usufruit au profit de l’usufruitier à charge pour l’usufruitier de consentir un prêt au nu-propriétaire. Le prêt consenti au nu-propriétaire égal au montant des droits dus sera remboursé par le nu-propriétaire à l’usufruitier à son décès par imputation sur la créance de restitution.

##### **3.6.4.2. Concernant la convention de quasi-usufruit**

La convention de quasi-usufruit, signée après le dénouement du contrat par décès, permet de définir les droits et pouvoirs du quasi-usufruitier et de mentionner les sommes concernées.

Elle peut être rédigée par acte sous seing privé ou par acte authentique. Elle doit être enregistrée au service des impôts, moyennant le paiement du droit fixe de 125 €.

Cette convention peut préciser :

* si le ou les nus-propriétaires doivent être ou non tenus informés des opérations réalisées par le quasi-usufruitier, et, dans l’affirmative, prévoir les modalités de cette information,
* le sort des plus-values réalisées…

**Avis Fidroit :**

Afin de ne pas omettre cette créance au jour du décès et ainsi risquer de ne pas la prendre en compte dans la succession du défunt usufruitier, il est fortement conseillé de prévoir son enregistrement au fichier central des dernières volontés (FCDDV).

Pour plus de précisions, se référer à la stratégie client [Rédiger une convention de quasi-usufruit](https://api.fidroit.fr/document/51608).

Pour un modèle de convention de quasi-usufruit, consulter le doc pratique [Modèles - Convention de quasi-usufruit](https://api.fidroit.fr/document/51620).

### **3.7. Clause désignant une association / fondation**

Une association peut être désignée bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie.

Il convient cependant que celle-ci soit désignée avec précision.

Une association insuffisamment déterminée ne peut revendiquer le bénéfice des capitaux-décès même si son objet social correspond aux dernières volontés du souscripteur-assuré.  
[CA Bordeaux, 20 fév. 2012, n° 11/1505](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2924/download)

**Avis Fidroit :**

Afin d’éviter tout risque de déshérence, il est possible de désigner, à titre principal ou subséquent, la Fondation de France comme bénéficiaire. Celle-ci peut se charger de répartir les capitaux-décès au profit de diverses causes choisies par le souscripteur.

**Remarque :**

D'un point de vue fiscal, ne seront pas assujetties aux droits de mutations

les associations reconnues d’utilité publique dont les ressources sont exclusivement affectées à des œuvres scientifiques, culturelles ou associatives, à caractère désintéressé,​  
​CGI art. 795, 2°

les associations dont les ressources sont affectées exclusivement à la recherche médicale ou scientifique à caractère désintéressé,​  
CGI. art. 795, 4°

les associations qui poursuivent un but exclusif d’assistance ou de bienfaisance

les associations d’enseignement supérieur reconnues d’utilité publique et sociétés d’éducation populaire gratuite reconnues d’utilité publique et subventionnée par l’État, ​​  
​CGI. art. 795, 5°

les associations cultuelles,​  
CGI art. 795,10°

les associations dont le capital reçu est affecté, par la volonté du donateur, à l’érection de monuments commémoratifs de guerre.​  
CGI art. 795, 11°

Ces dispositions sont applicables aux fondations dans les mêmes conditions.​  
  
Par ailleurs, depuis le 1er août 2020, ces organismes exonérés de droits de mutation ne sont plus tenus de produire un certificat de non-exigibilité des droits.  
[Loi de finances rectificative pour 2020 (3) du 30 juillet 2020](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5329/download), art. 15  
[BOI-ENR-DMTG-10-50-20, § 230 à 360](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3369-PGP.html?identifiant=BOI-ENR-DMTG-10-50-20-20130121)  
  
Voir notre question / réponse [Les libéralités faites à une association sont-elles soumises aux droits de mutation à titre gratuit ?](https://api.fidroit.fr/document/51867)

Voir notre question / réponse [Comment rédiger son testament pour concilier la transmission de son patrimoine à une association tout en favorisant un proche ?](https://api.fidroit.fr/document/51877)

Voir notre question / réponse [Peut-on désigner une société (personne morale) bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie ?](https://api.fidroit.fr/document/51848)

### **3.8. Clauses bénéficiaires particulières**

#### **3.8.1. Clause à options**

##### **3.8.1.1. Principe**

La clause à options, également appelée *"*clause à tiroirs*"*, permet de désigner un bénéficiaire en lui laissant le choix entre plusieurs options.

**Exemple :**

Un souscripteur-assuré désigne son épouse bénéficiaire, à son choix :

* de la pleine propriété des capitaux-décès,
* de l’usufruit des capitaux-décès,
* d’une partie des capitaux-décès en pleine propriété et du surplus en usufruit.

Cette rédaction permet d’attribuer au bénéficiaire des droits proches de ceux d’un légataire universel ou d’un conjoint survivant pouvant cantonner son émolument.  
C. civ. art. 1002-1 et art. 1094-1

Toutefois, les règles successorales "classiques" ne s’appliquent pas aux clauses bénéficiaires en général.  
[Cass. civ. 1, 11 juin 1996, n° 94-16723](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2941/download)

La validité d’une telle clause reste discutée (considérant que si un bénéficiaire renonce à sa qualité de bénéficiaire de premier rang, il ne peut plus revenir en tant que bénéficiaire de second rang), mais est reconnue par la majorité de la doctrine.

Il est ainsi considéré que l’option choisie par le bénéficiaire de premier rang n’est pas constitutive d’une libéralité au profit du bénéficiaire en second.

Il n’y a ni intention libérale ni dépouillement puisque le bénéficiaire de premier rang se contente de choisir l’une des options déterminées par le souscripteur.

De plus, en application du mécanisme de la stipulation pour autrui, les bénéficiaires tiennent leurs droits de l’assureur.

Au plan fiscal, il a été précisé qu’en cas de taxation aux droits de succession, les droits sont toujours liquidés en fonction du lien de parenté existant entre le bénéficiaire effectif des versements et l'assuré.  
[RM Malhuret, JO Sénat 22 sept. 2016, n° 18026](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2911/download)

**Remarque :**

Cette réponse ministérielle est relative à l’application de l’article 757 B du CGI.

Concernant les contrats relevant de l’article 990 I du CGI, chaque bénéficiaire se voit appliquer un abattement de 152 500 euros.

##### **3.8.1.2. Mise en œuvre**

Plusieurs précautions rédactionnelles sont à prendre afin d’éviter toute ambiguïté ou situation de blocage.

Ainsi, il est recommandé de :

* Prévoir les conditions que le bénéficiaire devra respecter pour exercer son option (délai à respecter par exemple),
* Prévoir plusieurs options indépendantes les unes des autres.

**Exemple :**

"*Je désigne comme bénéficiaires :*

* *mon conjoint pour l’usufruit et mes enfants vivants ou représentés pour la nue-propriété ;*
* *à défaut, ou en cas de non-acceptation par mon conjoint de sa qualité de bénéficiaire de premier rang, mon conjoint pour la moitié en usufruit et mes enfants vivants ou représentés pour l’autre moitié en usufruit et pour la nue-propriété ;*
* *à défaut, ou en cas de non-acceptation par mon conjoint de sa qualité de bénéficiaire de premier et de second rang, mon conjoint pour le tiers en usufruit et mes enfants vivants ou représentés pour les deux tiers en usufruit er pour la nue-propriété,*

*A défaut mes héritiers."*

​​Si le conjoint ne souhaite pas recevoir l'usufruit de l’intégralité des capitaux-décès mais seulement la moitié, il lui suffira de ne pas accepter la première désignation et d'accepter la seconde désignation.

En pratique, ce type de désignation conduit à renoncer à une qualité de bénéficiaire de premier rang pour se retrouver, avec d’autres, en qualité de bénéficiaire de second rang.

**Attention :**

A l’inverse, il est déconseillé de prévoir la possibilité pour le conjoint de cantonner ses droits sur une quote-part de l'usufruit des sommes, en utilisant une désignation de ce type :

"*Je désigne comme bénéficiaire mon conjoint pour l’usufruit et mes enfants vivants ou représentés pour la nue-propriété par parts égales. Mon conjoint pourra cantonner ses droits en usufruit sur une partie des sommes*".

**Avis Fidroit :**

Il est possible d’arriver à un résultat similaire à celui de la clause à options en souscrivant plusieurs contrats d’assurance-vie et en désignant des bénéficiaires de plusieurs rangs pour chacun d’eux.

Ainsi, le conjoint pourra être désigné bénéficiaire de premier rang pour l’ensemble des contrats (en pleine propriété, pour l’usufruit seulement, etc.). Il pourra alors décider d’accepter l’ensemble des contrats d’assurance-vie ou renoncer à certains d’eux.

Cette solution, simple à mettre en œuvre, sera moins sujette à interprétation que la clause à options.

La pratique montre en effet que certaines compagnies d’assurance ne souhaitent pas mettre en œuvre ce type de clause, dont elles assurent *in fine* le dénouement et la responsabilité du paiement des impositions.  
CGI art. 1708

#### **3.8.2. Clause assortie de charges et conditions**

##### **3.8.2.1. Principe**

Il est possible d’assortir la désignation bénéficiaire de charges et conditions, la stipulation pour autrui n’excluant pas, en cas d’acceptation par le bénéficiaire, qu’il soit tenu de certaines obligations.  
[Cass. civ. 1, 8 déc. 1987, n° 85-11769](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2925/download)

Une telle rédaction permet de gratifier le bénéficiaire tout en lui imposant un certain nombre de règles à respecter, afin d’influencer son comportement.

**Exemples :**

* Un souscripteur-assuré désigne son petit-fils bénéficiaire en prévoyant une obligation d’emploi des fonds sur un contrat de capitalisation, assortie d’une clause d’inaliénabilité jusqu’à son 25ème anniversaire.
* Un souscripteur désigne comme bénéficiaire d'un contrat sa soeur "à charge de recueillir mon chien" ou "à condition qu'elle paye les droits de succession avec le capital versé par l'assurance" ou "à condition qu'elle ne perçoive pas le capital avant sa majorité".

**Remarques :**

La doctrine majoritaire considère qu’il est également possible de désigner un tiers administrateur au sein d’une clause bénéficiaire du contrat d’assurance-vie.

​​Cette rédaction permettra de transmettre les capitaux-décès à un enfant mineur, sous la condition que ceux-ci soient administrés par la personne désignée.

​​La désignation du tiers administrateur ne trouvera cependant plus à s’appliquer lorsque le bénéficiaire sera devenu majeur.  
​C. civ. art. 384

​Dans le cadre de la protection des personnes majeures, incapables de gérer elles-mêmes leur patrimoine, un décret indique que l'acceptation de la clause bénéficiaire avec charge est un acte de disposition qui ne peut être accompli que par la personne protégée avec l'assistance de son curateur ou par le tuteur sur autorisation du juge des tutelles.

##### **3.8.2.2. Mise en œuvre**

La compagnie d’assurances n’est pas tenue de veiller au respect des charges et conditions pour la délivrance des capitaux-décès.

Aussi, il convient de prévoir les modalités de versement des capitaux-décès :

* Soit au sein des conditions générales du contrat,
* Soit au sein de la clause bénéficiaire qui sera rédigée par testament.

Dans cette dernière hypothèse, les héritiers du souscripteur-assuré auront connaissance de l’existence de ces charges et conditions. En cas de non-respect de celles-ci, ils pourront alors agir en révocation de la désignation bénéficiaire pour inexécution des charges.  
C. civ. art. 953

**Attention :**

Il convient de respecter l’ensemble des règles prévues par le Code civil concernant l’insertion de charges et conditions dans les libéralités, et notamment :

Si une inaliénabilité est prévue, celle-ci doit être temporaire et justifiée par un intérêt sérieux et légitime.

Le bénéficiaire pourra néanmoins être judiciairement autorisé à disposer des liquidités, si l’intérêt qui a justifié la clause a disparu ou si un intérêt plus important l’exige ;  
C. civ. art. 900-1

Les charges ou conditions stipulées ne doivent pas être impossibles, illicites ou immorales.  
C. civ. art. 900

#### **3.8.3. Clause désignant un bénéficiaire à titre onéreux**

Même si la plupart du temps le bénéficiaire d’une assurance est désigné à titre gratuit, le souscripteur peut aussi décider de désigner le bénéficiaire à titre onéreux.

Ainsi, au décès de l’assuré, le capital sera versé au bénéficiaire et servira à éteindre une dette du souscripteur.

**Exemple :**

Un quasi-usufruitier désigne le nu-propriétaire bénéficiaire à titre onéreux d’un contrat d’assurance-vie en vue de régler la créance de restitution.

Lorsque le bénéficiaire est désigné à titre onéreux, aucune taxation n’est due, puisqu’il ne s’enrichit pas : il ne fait que recouvrer une créance.

Si un surplus est constaté, alors celui-ci sera versé à des bénéficiaires à titre gratuit.

En revanche, l’éventuel surplus versé aux bénéficiaires à titre gratuit sera taxé selon les règles fiscales applicables (CGI art. 757 B, CGI art. 990 I…).

Pour un modèle de clause, consulter le doc pratique [Modèle : Clause bénéficiaire à titre onéreux](https://api.fidroit.fr/document/49139)

**Attention :**

Le contrat d’assurance-vie peut être nanti.  
C. ass. art. L. 132-10

Dans le cadre d’un nantissement, la suspension de la désignation des bénéficiaires au profit du créancier peut avoir été prévue.

Si tel est le cas, le créancier n’a pas été directement désigné bénéficiaire des capitaux-décès. Par conséquent, le contrat est conclu sans désignation d’un bénéficiaire, ce qui entraîne l’intégration des capitaux-décès à l’actif successoral.  
[Cass. civ. 2, 9 fév. 2012, n°11-12109](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2766/download)  
[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3456-PGP.html/identifiant%3DBOI-ENR-DMTG-10-10-20-20-20160701) § 35

Il convient donc de ne pas suspendre la clause bénéficiaire lorsque le contrat est nanti et de désigner le créancier bénéficiaire à titre onéreux, ainsi que d’éventuels bénéficiaires à titre gratuit.

## **4. Modifications de la clause bénéficiaire**

Le souscripteur peut modifier la clause bénéficiaire de son contrat d'assurance-vie, tant que les bénéficiaires désignés n'ont pas accepté le bénéfice du contrat.

Cependant, le contenu de la clause bénéficiaire peut être remis en cause par différentes actions en justice.   
Pour plus de précisions, voir notre Doc pratique : [Les actions visant à remettre en cause la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/51607)

La formule incluse dans un testament précisant que le testateur "révoque toute disposition antérieure" ne s'applique qu'aux seules dispositions testamentaires et ne concerne en aucun cas la désignation du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie, qui, même assimilée à une donation, ne saurait constituer une disposition testamentaire. Puisque le défunt n'avait manifesté avant son décès, aucune volonté certaine et non équivoque de révoquer l'attribution du capital décès à sa première épouse, la désignation du bénéficiaire indiquée au contrat doit par conséquent être appliquée.  
[Cass. civ. 1, 7 nov. 2012, n° 11-22634](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000026608804)

**Attention :**

Les actions en justice ne sont recevables que durant un certain délai, qui leur est propre. La date à compter de laquelle ce délai commence à courir peut aussi varier selon les actions.

Par exemple, le délai de prescription de l'action en nullité de la clause bénéficiaire pour insanité d'esprit commence à courir le jour où le bénéficiaire a eu connaissance des faits lui permettant d'agir et non au jour du décès.   
[Cass. civ. 1, 26 mai 2021, n° 19-21478](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6529/download)

Le changement des bénéficiaires n'a aucune incidence fiscale. Ainsi, si le titulaire d'une assurance-vie âgé de moins de 70 ans au moment de la souscription modifie les bénéficiaires après ses 70 ans, la modification envisage n'a pas pour effet de placer les capitaux décès sous le régime de l'article 757 B. En effet, un simple changement de bénéficiaire ne saurait être regardé comme une modification substantielle assimilable à la conclusion d'un nouveau contrat.

Suite à une modification de la clause bénéficiaire et en cas de contestation au décès, la volonté du souscripteur quant à la désignation du (des) bénéficiaire(s) peut être déterminée en recueillant le témoignage du conseiller ayant accompagné le souscripteur dans la modification de la rédaction de la clause. Il peut dès lors être déterminant d'indiquer la volonté de la personne lors de la rédaction du bilan patrimonial du souscripteur ou dans le courrier d'accompagnement de modification de la clause bénéficiaire.  
[CA Toulouse, 23 fév. 2023, n°21/04130](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7379/download)

Les héritiers peuvent invoquer un changement de clause, mais ils doivent alors apporter la preuve et l'expression de la volonté véritable du souscripteur (manifesté au minimum par la signature de l'assuré).   
CA Metz, 26 sept. 2023, n°21/02360

## **5. Acceptation du bénéficiaire du vivant du souscripteur**

### **5.1. Forme de l’acceptation**

Le souscripteur doit nécessairement donner son accord à l’acceptation de la stipulation par le bénéficiaire.

L'acceptation accordée par le souscripteur ne peut être conclue que par :

* avenant au contrat, conclu entre le bénéficiaire, l'assureur et le souscripteur,
* acte authentique ou sous seing privé conclu entre le bénéficiaire et le souscripteur. Cet acte ne sera opposable à l'assureur que lorsque l'acte lui aura été notifié.

C. ass. art. L. 132-9 II, al. 1

L’acceptation tacite n’est pas possible (contrairement à l'acceptation réalisée après le décès du souscripteur).

L'acceptation peut toujours avoir lieu dans les 3 mois qui suivent le décès du souscripteur. Passé ce délai, le défaut d'acceptation vaut renonciation.

**Attention :**

Que l’acceptation soit réalisée par avenant au contrat ou par acte authentique ou sous seing privé, lorsque la désignation du bénéficiaire est faite à titre gratuit, l'acceptation ne peut intervenir que 30 jours après que le souscripteur a été informé de la conclusion du contrat d'assurance.  
C. ass. art. L. 132-9 II, al. 2

Ce délai correspond au délai ouvert pour que le souscripteur puisse exercer sa faculté de renonciation. Le bénéficiaire ne peut donc logiquement pas accepter la stipulation durant ce délai.

**Rappel :**

​Avant le 18 décembre 2007, date d’entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 2007 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés, l’acceptation de la stipulation par le bénéficiaire n’était subordonnée à aucune condition.

Le souscripteur n’avait pas à donner son accord pour l’acceptation.

L'acceptation ne pouvait être faite que par le bénéficiaire lui-même et pouvait intervenir à tout moment dès le jour de la souscription.

Elle pouvait prendre diverses formes et être :

* expresse dans le cas où le bénéficiaire :
* intervenait au contrat et apposait sa signature ;
* transmettait une lettre d'acceptation à l'assureur, de préférence par lettre recommandée avec accusé de réception ;
* venait réclamer les prestations à la fin du contrat ;
* tacite quand elle résultait d'un acte ou d'un fait du bénéficiaire ne laissant aucune place à l'équivoque quant à son intention. Les hypothèses d'acceptation tacite pouvaient être très variées.

Par exemple, le bénéficiaire peut manifester son acceptation en se substituant au souscripteur pour payer les primes ou en détenant, de manière connue et continue, le contrat ou l'avenant comportant la clause de désignation.

En revanche, le seul fait que le conjoint du souscripteur ait alimenté les comptes de ce dernier qui n'avait pas de ressources propres, ne saurait permettre d'établir une acceptation claire et non équivoque du bénéfice de l'assurance.

La rédaction par le bénéficiaire du courrier de changement de bénéficiaire adressé par l'assuré à la compagnie d'assurances ne vaut pas acceptation tacite.   
[Cass. civ. 2, 18 avril 2019, n° 18-11049](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3621/download)

La Cour de cassation a rappelé dans un arrêt du 22 novembre 2012 que l'acceptation réalisée avant le 18 décembre 2007 n'était soumise à aucune forme particulière. Ainsi, elle avait estimé que la Cour d'appel avait pu valablement déduire des documents produits (notamment une copie de l'accusé de réception de la lettre d'acception) que la modification de la clause bénéficiaire ne pouvait produire ses effets du fait de l'antériorité de l'acceptation du contrat par le bénéficiaire initial.  
[Cass. civ. 2, 22 nov. 2012, n° 11-26109](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000026671401)

### **5.2. Conséquences de l’acceptation**

#### **5.2.1. Irrévocabilité de la désignation du bénéficiaire**

L'acceptation du bénéficiaire rend sa désignation par le souscripteur irrévocable.

Ainsi, le bénéficiaire acceptant est certain d’être bénéficiaire du contrat et le souscripteur ne peut donc plus modifier le bénéficiaire, sauf :

* si le bénéficiaire acceptant autorise le souscripteur à modifier la clause bénéficiaire,
* en cas d’inexécution des charges,
* en cas de réalisation de l’une des causes de révocation des libéralités (révocation entre époux, divorce, ingratitude, tentative de meurtre…),  
  C. ass. art. L. 132-24
* en cas de survenance d'enfants sauf si la clause désigne "*les enfants nés ou à naître*".  
  C. civ. art. 953

**Cas particulier :**

Depuis le 18 décembre 2007, l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie conclu moins de 2 ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la curatelle ou de la tutelle du souscripteur peut être annulée sur la seule preuve que l'incapacité était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés.

**Remarque :**

Seul le bénéficiaire qui a accepté est irrévocable : les autres bénéficiaires éventuellement désignés (de même rang ou de second rang) peuvent encore être modifiés avant qu’ils n’aient accepté le bénéfice du contrat.  
Si le souscripteur a prévu un bénéficiaire en second qui accepte et que le bénéficiaire de premier rang n’a pas accepté, alors le souscripteur ne peut modifier que le bénéficiaire de premier rang.  
[Cass. civ. 2, 2 juin 2005, n° 04-13306](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass-2-juin-2005.pdf)

#### **5.2.2. Limitation des droits du souscripteur**

L'acceptation par le bénéficiaire emporte différentes conséquences. Le souscripteur ne peut plus, sans l’accord du bénéficiaire acceptant :

* réaliser un rachat,  
  C. ass. art. L. 132-9 I, al. 1
* demander une avance,  
  C. ass. art. L. 132-9 I, al. 1
* nantir le contrat.  
  C. ass. art. L. 132-10, al. 2

Le souscripteur ne peut plus procéder à des rachats, demander des avances ou nantir le contrat (C. ass. art. L.132-9 et L. 132-10) sauf :

* si le bénéficiaire acceptant l’y autorise (dans ce cas il est envisageable que le bénéficiaire donne un blanc sein pour autoriser les rachats sans limite de durée ni de montant) ;
* si l’acceptation a eu lieu avant le 18 décembre 2007 (les acceptations sous cet ancien régime ne bloquent la faculté de rachat du souscripteur - Cass. Ch. mixte. 22/02/2008).

Lorsque plusieurs bénéficiaires sont désignés mais que seulement certains ont accepté, les opérations sont bloquées sur l’ensemble du contrat et pas uniquement sur la quote-part attribuée au bénéficiaire acceptant.

Toutefois, le souscripteur peut réaliser librement certaines opérations (cessation des versements, arbitrages…) sans l’accord du bénéficiaire acceptant.

**Remarque :**

Le souscripteur a besoin de l’accord du bénéficiaire acceptant pour nantir le contrat. En revanche, lorsque l'acceptation du bénéficiaire intervient après le nantissement, l’acceptation est sans effet à l'égard des droits du créancier nanti. Ainsi, sauf clause contraire, le créancier nanti peut provoquer le rachat malgré l'acceptation du bénéficiaire.  
C. ass. art. L. 132-10, al. 3 et 4

Le souscripteur pourra donc effectuer des rachats, demander des avances ou nantir son contrat si le bénéficiaire acceptant l’y autorise. Toutes les autres opérations sur le contrat (telles les cessations de versements ou les arbitrages…) réalisées par le souscripteur ne nécessitent pas l’autorisation du bénéficiaire acceptant.  
[Cass. com. 12 juill. 2005, n° 04-10214](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2942/download)

**Remarque :**

​Selon certains auteurs, les contrats d'assurance vie souscrits en faveur du conjoint survivant demeurent rachetables, en dépit de l'acceptation du bénéficiaire, car ils opèrent une donation indirecte qui ne prend pas effet au cours du mariage. La désignation du bénéficiaire est donc librement révocable et le contrat demeure toujours rachetable.

**Rappel :**

Avant le 18 décembre 2007, l’acceptation de la stipulation par le bénéficiaire avait également pour effet de rendre la désignation du bénéficiaire irrévocable. Cependant, la loi ne précisait pas si le souscripteur pouvait réaliser des rachats, demander des avances ou nantir le contrat. C’est la Cour de cassation qui avait dû trancher en ces termes : *"lorsque le droit de rachat du souscripteur est prévu dans un contrat d'assurance-vie mixte, le bénéficiaire qui a accepté sa désignation n'est pas fondé à s'opposer à la demande de rachat du contrat en l'absence de renonciation expresse du souscripteur à son droit".*[Cass. mixte, 22 fév. 2008, n° 06-11934](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_mixte_22_fev_2008.pdf)

Cependant, la clause selon laquelle “*si le(s) bénéficiaire(s), en cas de décès ou en cas de vie [...] a (ont) accepté le bénéfice de cette assurance, tout retrait [était] soumis à son (leur) accord préalable*”, ne permettait pas à elle seule de faire la preuve de la renonciation expresse du souscripteur à sa faculté de rachat.  
[Cass. civ. 2, 4 nov. 2010, n° 09-70606](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass.-civ.-2-4-novembre-2010.pdf)  
[Loi 17 déc. 2007 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/legislation/loi-17-12-2007.pdf)

#### **5.2.3. Donations entre époux et acceptation par le conjoint bénéficiaire**

Avec la réforme du divorce, l'assurance vie souscrite au profit du conjoint mérite une attention toute particulière dans la mesure où le sort des libéralités entre époux à la suite d'un divorce a été modifié et peut entraîner des problèmes en cas de désignation du conjoint en tant que bénéficiaire.

La révocation des donations entre époux dépendait, jusqu'à la loi du 26 mai 2004, des circonstances et de la forme du divorce (torts exclusifs ou partagés, demande conjointe ou acceptée, etc.). Un conjoint fautif pouvait ainsi, par exemple, perdre toutes les donations et les avantages matrimoniaux précédemment consentis.

**Remarque :**

La transmission entre époux, malgré l'effet immédiat d'une donation de bien présent, était jusqu'à présent peu pratiquée, du fait de sa révocabilité à tout moment. La propriété de l'époux gratifié apparaissait, en effet, précaire aux yeux des tiers ou d'une banque.

La réforme du divorce a tranché le sort des avantages matrimoniaux et des donations entre époux. Désormais, c'est la nature de la gratification qui détermine son caractère révocable ou non.

Si l'assurance vie souscrite entre époux est analysée en tant que donation entre vifs de biens présents, elle devrait être révocable est en cas d'acceptation expresse ou tacite du bénéficiaire. Ainsi, elle devrait survivre au divorce, quelle qu'en soit la cause. Son sort est donc indifférent à la situation matrimoniale du souscripteur.

De ce point de vue, le conjoint nommément désigné comme bénéficiaire du contrat en cas de décès de l'un des époux, ne pourrait pas être modifié dans le cadre d'un divorce.

**Avis Fidroit**

Cette analyse reste débattue en doctrine. Ainsi, certains auteurs considèrent qu'il s'agit plutôt d'une donation bien à venir. Dès lors, la désignation pourrait être révoquée même en cas d'acceptation du conjoint.   
Le débat n'est toujours pas tranché.

Si on considère qu'il s'agit d'une donation de biens présents faites entre époux, la clause restera néanmoins révocable durant le mariage dans les conditions de droit commun, pour :

* inexécution des conditions (non respect de charges particulières par exemple),
* ingratitude du donataire (sévices, délits ou injures graves...).

Le divorce n'aura pas d'effet sur ces donations, quelle que soit leur forme, y compris donc si elles sont faites entre futurs époux dans leur contrat de mariage. Ces transmissions sont, pour ainsi dire, rendues définitives.

Dans cette hypothèse, l'irrévocabilité ne s'appliquerait pas aux donations antérieures, c'est-à-dire aux polices d'assurance-vie déjà acceptées au 1er janvier 2005.

Précautions

Il peut être intéressant de ne pas désigner nominativement le bénéficiaire,  mais de s'en tenir à la seule mention de la qualité de conjoint.

A l'occasion d'une séparation, il est indispensable que chacun des conjoints (ou compagnons en l'absence de mariage d'ailleurs) reprenne les contrats en cours afin de statuer, notamment sur la désignation bénéficiaire.

[Loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 relative au divorce](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000439268/)  
[C. civ. 1096](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070721/LEGISCTA000006136553/#LEGIARTI000006435819)  
[C. ass. art. L. 132-8 et suiv.](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006073984/LEGISCTA000006174038/#LEGIARTI000018154217)

#### **5.2.4. Saisine par des créanciers**

Dès lors qu’un bénéficiaire est désigné (qu’il ait accepté ou non), le contrat ne peut pas être saisi par les créanciers du souscripteur (C. ass. art. L. 132-14) sauf en cas :

* de fraude (action paulienne du créancier - C. civ. nouvel art. 1341-2) ;
* d’enquête pénale (mesure conservation afin de garantir l’exécution de la sanction). Cette saisie reste possible même si le bénéficiaire a accepté le contrat avant la saisie. (Cass. crim. 20/04/2017). Après la saisie, aucun rachat ni acceptation ne peut plus intervenir (C. procédure pénale art. 706-155 al. 2) ;
* d’avis à tiers détention de l’administration fiscale (LPF. art. L. 263-0 A). Cependant, si le contrat a été accepté avant la notification de l'avis à tiers détenteur, il ne peut plus être saisi (BOI-REC-FORCE-30-30 § 367).

L'article L. 263-0 A du LPF prévoit que les sommes versées par un redevable sur un contrat d'assurance-vie rachetable peuvent faire l'objet d’un avis à tiers détenteur au profit du Trésor Public.

Mais cet avis à tiers détenteur notifié sur un contrat d'assurance-vie préalablement accepté ne produit aucun effet, puisque la valeur de rachat n’est plus disponible.  
[BOI-REC-FORCE-30-30-20-10](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/11894-PGP.html/identifiant=BOI-REC-FORCE-30-30-20-10-20191127) § 220

#### **5.2.5. Taxation à l'ISF / IFI**

Le contrat reste taxable à l’IFI / ISF chez le souscripteur (puisque le rachat reste possible avec l’accord du bénéficiaire) pour sa valeur nominale (ou dans certains cas à sa valeur vénale au 1er janvier de chaque année si la valeur vénale devient inférieure à la valeur nominale uniquement du fait d’un rachat partiel et non en raison de la baisse de la valeur des unités de compte du contrat).  
[RM Dolez, JOAN 16 fév. 2010, n° 1864](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/reponse/RM-Dalez-16-fevrier-2010.pdf) (rendue au titre de l'ISF, *a priori* transposable à l'IFI)  
[BOI-PAT-ISF-30-20-10](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/administrative/BOI-PAT-ISF-30-10-20.pdf), § 120 (transposable à l'IFI)

## **6. Informer ou non le bénéficiaire de l'existence d'un contrat souscrit à son profit**

La question de l'information ou non du statut de bénéficiaire ne constitue plus un enjeu toujours aussi important depuis la loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence du 17 décembre 2007, qui a soumis l'acceptation d'un contrat à l'accord du souscripteur.

​Ce mécanisme vise à réduire le nombre de contrats non réclamés car le souscripteur peut directement informer le bénéficiaire de la stipulation faite à son profit sans craindre de perdre la disponibilité des capitaux (acceptation par le bénéficiaire désigné). Or, le nombre de contrats non réclamés devrait à nouveau être réduit suite à l'entrée en vigueur le 1er janvier 2016 de la loi relative aux contrats d'assurance vie en déshérence du 13 juin 2014, qui prévoit un renforcement des obligations d'information des souscripteurs et des bénéficiaires.

​Avant cette réforme, le souscripteur, en fonction de ses intentions et de la plus ou moins grande proximité familiale, ou de l'anonymat, de la personne avantagée, du degré de confiance qu'il pouvait espérer, avait parfois tendance à garder secret le nom du bénéficiaire, au risque que le contrat ne soit pas réclamé à son décès.

[Loi n° 2007-1775 du 17 déc. 2007 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000017661980/)  
[RM Tron, JOAN 28 août 2007, n° 1400](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6792/download)  
[RM Lardeux, JO Sénat 26 oct. 2006, n° 25003](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6791/download)  
[RM Mignon, JOAN 20 janv. 2003, n° 4386](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6790/download)

### **6.1. Depuis le 18 décembre 2007**

#### **6.1.1. Avantage de l'acceptation conditionnée**

La loi du 17 décembre 2007 vise à apporter une plus grande protection des intérêts du souscripteur épargnant face aux bénéficiaires. En effet, il peut disposer des fonds sans difficulté car le bénéficiaire ne peut accepter le contrat sans son accord.

​Les compagnies d'assurance sont tenues d'informer l'ayant droit de la stipulation effectuée à son profit, dès qu'elles ont connaissance du décès de l'assuré.

**Remarque :**

La loi d'adaptation au droit communautaire (dite loi DDAC) du 15 décembre 2005, avait déjà prévu de lutter contre le phénomène de déshérence et de régler le problème des contrats non réclamés. Les solutions mises en place ont consisté à développer les informations requises à destination tant des assurés que des bénéficiaires eux-mêmes.

#### **6.1.2. Inconvénient**

La détermination du bénéficiaire constitue une application du mécanisme de la stipulation pour autrui et a pour effet de faire naître au profit exclusif du bénéficiaire un droit de créance direct à l'encontre de l'assureur. Or soumettre cette acceptation a l'accord du souscripteur dénature le principe de la stipulation pour autrui.

### **6.2. Avant le 18 décembre 2007**

#### **6.2.1. Avantage du silence : se prémunir en tant que souscripteur**

Le souscripteur pouvait, s'il le désirait, ne pas prévenir la personne qu'il avait choisie comme bénéficiaire, ce qui lui permettait de modifier la clause comme il l'entendait. Il se ménageait ainsi la possibilité de changer d'avis.

​Désigner quelqu'un comme bénéficiaire sans qu'il le sache permettait donc de conserver sa liberté de gestion et ses perspectives de rachat.

#### **6.2.2. Inconvénient : risque de "perte" du bénéficiaire**

Cependant, ne pas informer le bénéficiaire pouvait être préjudiciable, dans la mesure où les fonds épargnés pouvaient n'être transmis à personne en cas de décès de l'assuré. On parle alors de contrat en "déshérence".

#### **6.2.3. Solutions alternatives**

Pour éviter toute incertitude quant à la transmission d'un capital, il s'agissait de trouver le moyen de :

* déterminer l'identité du bénéficiaire et permettre la délivrance du capital,
* préserver le souscripteur, en évitant toute acceptation inopportune du bénéficiaire, à son insu.

Un mode de désignation pertinent était le renvoi à un testament.

​L'éventualité demeure cependant de la non-délivrance du bénéfice de l'assurance dans le cas où par exemple, le bénéficiaire n'a pas été informé du contrat souscrit en sa faveur, de telle sorte qu'il n'en demande pas la délivrance.

​La détermination du bénéficiaire pouvait être faite dans le contrat mais également par toute autre voie, notamment testamentaire.

## **7. Communication de l'identité du bénéficiaire**

Au décès de l'assuré, la communication de l'identité du bénéficiaire du capital versé est requise auprès des héritiers réservataires lorsque la personne désignée est un tiers. Une compagnie d'assurance vie ne peut se prévaloir de l'opposabilité du secret professionnel pour leur refuser cette divulgation, sauf volonté expresse du souscripteur.

​L'assureur est tenu de dévoiler l'identité du bénéficiaire au décès de l'assuré. En l'absence de manifestation de volonté expresse du défunt pour empêcher toute divulgation, cette obligation n'est pas contestable.

​En effet, la souscription d'un contrat d'assurance vie étant susceptible de recevoir une autre qualification (sous conditions, elle peut être considérée en tant qu'opération de capitalisation) ou de donner lieu à réduction des primes manifestement exagérées, les héritiers réservataires ont un intérêt légitime à connaître le bénéficiaire des sommes versées, ainsi que le montant, afin d'apprécier s'ils peuvent obtenir le rapport à la succession ou la réduction.

"Continuateurs de la personne du défunt", ils ne peuvent pas :​

* prendre position sans connaître la teneur exacte du contrat,
* engager, le cas échéant, une procédure judiciaire sans savoir contre qui la diriger.

Ils sont fondés, ainsi que le notaire en charge des opérations de liquidation de la succession, à obtenir le nom du bénéficiaire et le montant réglé sans que la compagnie d'assurance puisse leur opposer aucun secret professionnel, ni aucune obligation au silence.

A défaut de mention, dans les documents contractuels, d'une opposition du souscripteur à la divulgation, la compagnie d'assurances invoquera en vain, à l'égard des héritiers réservataires, ce type d'obligation.

  Remarques :

Le Ministre de l'Economie a précisé le 12 septembre 2006 qu'il ne souhaitait pas modifier la législation concernant l'information des héritiers sur les contrats d'assurance vie car il estime que leurs droits sont respectés au regard des récentes réformes. En effet, depuis l'accord du 30 avril 2002 par lequel les assureurs se sont engagés à communiquer aux notaires le montant des primes versées par le souscripteur et la nouvelle rédaction de l'article L 132-9-2 du code des assurances qui ouvre droit à toute personne de demander à une fédération professionnelle des assurances (l'Agira) si elle est bénéficiaire d'un contrat souscrit par une personne dont elle apporte la preuve du décès, les droits des héritiers sont respectés ainsi que la confidentialité de ceux des bénéficiaires.  
[RM Deprez, JOAN 12 sept. 2006, n° 36041](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6796/download)

En dépit des efforts de concertation entre les professionnels, les réticences des assureurs quant à la communication aux notaires des données contractuelles semblent subsister.  
​Les arrêts rendus par la Cour de cassation le 23 novembre 2004, qui ont confirmé le statut dérogatoire du contrat d'assurance vie en matière successorale, n'ont pas d'incidence sur cette règle de conduite qui impose plus de transparence et de coopération. Même si les incertitudes relatives à la nature juridique du contrat sont désormais levées, les héritiers doivent être en mesure de se positionner par rapport à une éventuelle exagération du montant des primes versées eu égard aux facultés contributives du souscripteur décédé.  
[CA Poitiers, du 2 juill. 2003, n°01/01196 (Cour d'appel)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000006942734)

**Exemple :**

 Patrick souscrit un contrat d'assurance vie, sans exprimer le souhait que le compte reste secret. L'année suivante, il modifie la clause bénéficiaire en cas de décès. Lors de sa disparition, la compagnie d'assurance vie refuse de communiquer au notaire chargé de sa succession le montant des sommes réglées au bénéficiaire du contrat et son identité. Pour justifier ce refus, l'assureur soutient que le souscripteur comptait sur lui pour ne pas divulguer, à son décès, le nom du bénéficiaire du capital, afin de préserver ce dernier. Ses fils, héritiers réservataires, agissent en référé pour obtenir ces informations.

Le TGI impose à la compagnie la transmission des renseignements et assortit l'injonction d'une astreinte de 76,22 € par jour de retard à compter de la signification de l'ordonnance.  
Les documents contractuels n'indiquent pas que le souscripteur s'opposait à la divulgation du nom du bénéficiaire. En l'absence de preuve, l'assureur ne peut pas valablement invoquer une obligation au silence pour s'abstenir de fournir les renseignements demandés.

## **8. Dénouement du contrat d’assurance-vie**

Le bénéficiaire est libre de percevoir ou non les capitaux-décès.

A ce titre, il peut donc accepter les capitaux-décès ou y renoncer.

### **8.1. Acceptation du bénéficiaire**

La compagnie d’assurance ne doit aucun devoir de conseil à l’égard des bénéficiaires de sorte qu'aucun manquement ne peut lui être reproché à ce titre. En effet, la qualité de bénéficiaire ne confère pas à cette personne la qualité de partie au contrat.  
  
Cette solution avait déjà été précisée par le passé ; mais elle est clairement rappelée dans cette décision.  
[CA Orléans, 6 juin 2002, n° 2002-179416](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4755/download)  
  
En revanche, l’assureur peut être responsable de mauvais conseils dispensés au souscripteur, représenté après son décès par ses héritiers.

#### **8.1.1. Principe**

Au dénouement du contrat, c’est-à-dire au décès de l’assuré, un capital ou une rente est versé au bénéficiaire à la condition qu’il accepte le bénéfice du contrat.  
C. ass. art. L. 132-9

**Remarque :**

​Le bénéficiaire a la faculté d'opter pour la remise de titres ou de parts non négociés sur un marché réglementé ou de parts ou actions de certains fonds d'investissements alternatifs. Cette option est irrévocable.

On parle de contrat "capital-investissement"   
C. ass. art. L. 131-1, Loi Macron du 6 août 2015 dite loi Macron, art. 137

Le [décret du 14 décembre 2015](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/DECRET-14-DECEMBRE-2015.pdf) fixe les conditions d'information du bénéficiaire : délai de 10 jours pour informer le bénéficiaire qui dispose d'un délai de 60 jours pour répondre, à défaut renonciation à cette option.

À compter du 24 mai 2019, date d'entrée en vigueur de la loi PACTE, si le contractant a lui-même irrévocablement opté pour la remise de titres ou de parts non négociés sur un marché réglementé en prévision du rachat, alors cette option est réputée s'appliquer aussi au bénéficiaire, sauf mention expresse contraire.   
C. ass. art. R. 132-5-7

L’acceptation constitue un droit personnel au bénéficiaire. Contrairement à l’acceptation du vivant du souscripteur, l’acceptation est libre. Elle peut être expresse ou tacite (contrairement à l'acceptation réalisée avant le décès du souscripteur).

Cependant, les héritiers de l’assuré peuvent mettre en demeure le bénéficiaire d’exprimer sa volonté dans un délai de 3 mois à compter de cette demande.  
C. ass. art. L. 132-9, al. 3

Le capital ou la rente est versé au bénéficiaire. Les sommes versées au bénéficiaire ne sont pas rapportables et ne sont pas soumises aux règles de la réduction pour atteinte à la réserve, sauf primes versées par le souscripteur qui apparaissent manifestement exagérées quant à sa situation financière et patrimoniale (voir *infra* section 5).

Ainsi, les primes non exagérées ne sont ni rapportables ni réductibles.  
C. ass. art. L. 132-13

**Remarque :**

Les frais prélevés par l’entreprise d’assurance après la date de connaissance du décès de l’assuré ne peuvent être supérieurs aux frais qui auraient été prélevés si le décès n’était pas survenu.  
C. ass. art. R. 132-3-1, al. 1  
[Décret 28 août 2015, n° 2015-1092](https://api.fidroit.fr/document/45954)

#### **8.1.2. Cas particulier : décès du bénéficiaire avant l'assuré**

Si le bénéficiaire de premier rang est décédé au jour du dénouement du contrat, c’est-à-dire avant le décès de l’assuré, ou renonce au bénéfice du contrat, alors le premier bénéficiaire subsidiaire pourra obtenir le bénéfice du contrat, et ainsi de suite.

**Remarque :**

Le prédécès du bénéficiaire acceptant avant le dénouement du contrat rend caduque la désignation bénéficiaire, sauf si la clause bénéficiaire prévoit expressément la représentation.  
[Cass. civ. 2, 10 sept. 2015, n° 14-20017](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/C.-cass.-civ2.-10-sept-2015.pdf)

#### **8.1.3. Cas particulier : décès du bénéficiaire après l'assuré**

Si le bénéficiaire de premier rang décède après le décès de l’assuré, alors il faut distinguer si le bénéficiaire a accepté la clause ou non.

##### **8.1.3.1. Bénéficiaire ayant accepté la clause avant de décéder**

Lorsque le bénéficiaire a accepté la clause avant de décéder, le bénéficiaire en second rang n’a aucun droit et le bénéfice du contrat revient à la succession du bénéficiaire de premier rang.

Il reste cependant à prouver qu’une acceptation a bien eu lieu. Une acceptation tacite ne peut résulter que d’actes positifs exprimant une intention dépourvue d'ambiguïté : envoi de courriers à la compagnie pour se renseigner sur les sommes dues, sur les documents à fournir, etc.  
[Cass. civ. 1, 15 déc. 1998, n° 96-20246](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2943/download)

L'acceptation tacite du contrat peut être démontrée par la réalisation des démarches nécessaires au déblocage des capitaux par le bénéficiaire avant son décès :

* enregistrement des contrats d'assurance-vie au sein de la déclaration de succession par le bénéficiaire auprès des services fiscaux ;
* mise en relation avec la banque/compagnie d'assurance afin de lui remettre la déclaration de succession ;
* communication avec la banque/compagnie d'assurance pour se renseigner sur la perception des capitaux ;
* signature des formulaires de déblocage des fonds ;
* demande de versement auprès du notaire chargé de la succession.

Ainsi, en cas de décès du bénéficiaire les capitaux doivent être versés aux héritiers du bénéficiaire. *A contrario*, l'absence d'actes positifs de la part du bénéficiaire traduit une renonciation au bénéfice du contrat.  
[Cass. civ. 1, 6 nov. 2019, n° 18-16153](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/4297/download)

**Avis Fidroit :**

L'acceptation tacite peut se traduire dans certains cas par la simple action d'un bénéficiaire de se renseigner auprès de la compagnie. A défaut d'une telle volonté par un bénéficiaire potentiel, il conviendra d'informer la compagnie de manière explicite sur l'acceptation ou non du contrat.

L'acceptation tacite ou non du contrat résulte de l'appréciation souveraine du juge.  
[Cass. civ. 1, 9 juin 1998, n° 96-10794](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_1_9_juin_1998_ass_vie.pdf)  
[Cass. civ. 1, 15 déc. 1998, n° 96-20246](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2943/download)

Pour les héritiers du souscripteur, à défaut de démontrer que les primes versées présentent un caractère manifestement exagéré, les capitaux sont transmis aux héritiers du bénéficiaire. Cette notion est appréciée par les juges selon un faisceau d'indices, d'après des éléments de fait et est souvent rare d'application.

##### **8.1.3.2. Bénéficiaire n'ayant pas accepté la clause avant de décéder**

Si le bénéficiaire décède après l'assuré, mais avant d'avoir accepté :

* en principe, l'acceptation revient aux héritiers du bénéficiaire ;
* cependant, si la clause prévoit des bénéficiaires de second rang (voire d'autres bénéficiaires de premier rang), l'acceptation revient à ces bénéficiaires (sauf si le souscripteur a prévu de prendre en compte les droits des héritiers du bénéficiaire de premier rang : dans ce cas, l'acceptation revient en définitive aux héritiers du bénéficiaire).

[Cass. civ. 1, 9 juin 1998, n° 96-10794](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_1_9_juin_1998_ass_vie.pdf)  
[Cass. civ. 2, 23 oct. 2008, n° 07-19163](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/%28Cour_de_cassation_civile_Chambre_civile_2_23_octobre_2008__205%29.pdf)  
[BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3456-PGP.html/identifiant%3DBOI-ENR-DMTG-10-10-20-20-20160701)§ 240  
[Cass. civ. 1, 5 nov. 2008, n° 07-14598](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/cass_civ_1_05_nov_2008_ass.pdf)  
[Cass. civ. 2, 3 juill. 2014, n° 13-19886](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000029196618)

**Remarque :**

"L*'acceptation peut émaner du bénéficiaire ou, après son décès, de ses héritiers*".  
C. civ. art. 1208

#### **8.1.4. Capacité de recevoir les capitaux-décès**

L’acceptation de la clause bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie sans charge est constitutive d’un acte d’administration.

L’acceptation de la clause bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie avec charge est constitutive d’un acte de disposition.

[Décret 22 déc. 2008, n° 2008-1484](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

##### **8.1.4.1. Mineurs**

Si la clause bénéficiaire ne prévoit pas de charge :

* l’administrateur légal unique peut accepter seul la clause bénéficiaire pour le compte de l’enfant mineur,
* en présence des deux parents, un seul d’entre eux peut accepter la clause bénéficiaire.

Si la clause bénéficiaire prévoit des charges :

* l’administrateur légal unique peut accepter seul la clause bénéficiaire pour le compte de l’enfant mineur,
* en présence des deux parents, ils doivent tous deux accepter la clause bénéficiaire.

En cas de désaccord, c’est le juge des tutelles qui tranchera.  
C. civ. art. 382-1 et 387

##### **8.1.4.2. Majeurs protégés (handicap, invalidité, etc.)**

**Majeur sous curatelle**

* Si la clause bénéficiaire ne prévoit pas de charge, la personne protégée peut accepter seule la clause bénéficiaire.
* Si la clause bénéficiaire prévoit des charges, la personne protégée peut accepter la clause bénéficiaire avec l’assistance de son curateur.

C. civ. art. 467

[Décret 22 déc. 2008, annexe 2](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

**Attention :**

Ces règles s’appliquent à défaut de volonté contraire. En effet, le curateur peut qualifier une clause bénéficiaire sans charge d’acte de disposition nécessitant son assistance, ou, à l’inverse, qualifier une clause bénéficiaire avec charge d’acte d’administration.  
[Décret 22 déc. 2008, art. 2](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

**Majeur sous tutelle**

* Si la clause bénéficiaire ne prévoit pas de charge, le tuteur peut accepter seul la clause bénéficiaire.

C. civ. art. 504

* Si la clause bénéficiaire prévoit des charges, le tuteur doit obtenir l’autorisation du juge des tutelles ou du conseil de famille, s’il a été constitué, pour accepter la clause bénéficiaire.

C. civ. art. 505  
[Décret 22 déc. 2008, annexe 2](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

**Attention :**

Comme pour la curatelle, ces règles s’appliquent à défaut de volonté contraire. En effet, le tuteur peut qualifier une clause bénéficiaire sans charge d’acte de disposition nécessitant l’accord du juge des tutelles, ou, à l’inverse, qualifier une clause bénéficiaire avec charge d’acte d’administration.  
[Décret 22 déc. 2008, art. 2](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/decret/decret-22-dec-2008.pdf)

Mandat de protection future

* Si la clause bénéficiaire ne prévoit pas de charge, le mandataire peut accepter seul la clause bénéficiaire.

C. civ. art. 493, al.1

* Si la clause bénéficiaire prévoit des charges, il convient de se référer à la forme du mandat de protection future :
* Si le mandat de protection future a été établi sous seing privé, le mandataire devra obtenir l’autorisation du juge des tutelles pour accepter la clause bénéficiaire,  
  C. civ. art. 493, al. 2
* Si le mandat de protection future a été établi par acte notarié, le mandataire pourra accepter seul la clause bénéficiaire.  
  C. civ. art. 490, al. 1

​**Habilitation familiale**

Il convient de se référer au jugement afin de connaître les pouvoirs de la personne habilitée, l’habilitation pouvant être générale ou limitée à certains actes uniquement.

* Si la clause bénéficiaire ne prévoit pas de charge, la personne habilitée peut accepter seule la clause bénéficiaire.  
  C. civ. art. 494-6, al. 3
* Si la clause bénéficiaire prévoit des charges, la personne habilitée devra obtenir l’autorisation du juge des tutelles pour accepter la clause bénéficiaire.  
  C. civ. art. 494-6, al. 5

Sous accord du juge des tutelles, la personne habilitée peut, à titre exceptionnel, accomplir un acte sur lequel elle serait en opposition d'intérêts avec la personne protégée. Toutefois, ceci ne lui confère pas le pouvoir d'agir en dehors des limites fixées par l'article 509 du code civil qui énumère les actes interdits en matière de tutelle, notamment la renonciation gratuite à un droit acquis. Ceci implique que le tuteur n’a pas la faculté de renoncer, au nom de la personne protégée, à la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie. Cette interdiction s’applique donc également à la personne habilitée dans le cadre d’une habilitation familiale.  
[C. civ. art 494-6](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038311052/)  
[C. civ. Art 509](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000019288937)

Pour plus d'informations, voir notre actu : [Assurance-vie : la personne habilitée dans le cadre d’une habilitation familiale ne peut pas accomplir des actes que le tuteur n’aurait pas le droit de réaliser (Cass. civ. 20/10/22)](https://fidnet.fidroit.fr/document/53771)

##### **8.1.4.3. Incapacités de recevoir fondées sur la présomption de captation**

Certaines personnes occupent des fonctions les empêchant d’être désignées bénéficiaires de contrats d’assurance-vie. Il s’agit des :

* Médecins, officiers de santé, pharmaciens qui ont prodigué des soins au souscripteur-assuré pendant la maladie dont il est décédé (mais il est possible de prévoir une désignation après la guérison c’est possible). L'interdiction s'applique lorsque, au jour de la rédaction du testament,  la maladie existe même si  le diagnostic n'est pas posé.   
  [Cass. civ. 1 .16 sept. 2020, n°19-15818](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5564/download)  
  C. civ. art 909

**Remarque :**

La jurisprudence a étendu cette liste de praticiens aux magnétiseurs (Cass. civ. 1ère 10 oct. 1978).

L’article L 331-4 du Code de l’action sociale et des familles a étendu cette liste de praticiens aux personnes physiques ou morales propriétaires, administrateurs ou employés d’un établissement spécialisé (accueillant des mineurs ou majeurs aux termes des articles L 321-1 et L322-1 du Code de l’action sociale et des familles), et aux bénévoles qui interviennent en leur sein, ainsi qu’aux associations auxquelles ces derniers adhèrent. Il a été jugé à ce titre qu’un hôpital général n’entrant pas dans cette catégorie d’établissements spécialisés, l’interdiction ne s’applique pas à l’aide-soignante employée d’un tel hôpital (Cass. civ. 1ère 31 mai 1989).

* Mandataires judiciaires à la protection des majeurs et les personnes morales au nom desquelles ils exercent leurs fonctions,  
  C. civ. art. 909

**Remarque :**

Les curateurs de famille n'étant pas des mandataires judiciaires, ils ne sont donc pas concernés par l'incapacité de recevoir.  
[Cass. civ. 1, 17 oct. 2018, n°16-24331](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2992/download)

* Ministres du culte du souscripteur-assuré,  
  C. civ. art. 909
* Accueillants familiaux, personnes physiques ou morales propriétaires, administrateurs ou employés des établissements de santé, des établissements sociaux et médico-sociaux, pendant la durée de cette prise en charge, salariés à domicile accomplissant des services à la personne.​  
  [CASF, art. L116-4](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043276858/) (inconstitutionnel : [QPC, 12 mars 2021, n°2020-888)](https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2021/2020888QPC.htm)

Cette incapacité de recevoir s’étend aux personnes dites "interposées" : Père et mère, enfants, descendants, époux de la personne incapable.  
C. civ. art. 911

**Remarque :**

Un agent général d’assurance n’est pas concerné par ces incapacités à recevoir. Il n'existe pas non plus de règles déontologiques lui interdisant de placer les contrats de sa société mandante auprès de ses proches. En revanche, les agissements du professionnel pourraient être qualifiés de fautif en cas d'abus de faiblesse caractérisé.  
[Cass. civ. 1, 23 nov. 2013, n° 12-16973](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass-civ-1-27-nov-2013.pdf)

Par exception, il est possible de désigner ces personnes comme bénéficiaires à titre de disposition rémunératoire, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus.

L’article 909 du Code civil pose un principe général, applicable à toutes les libéralités (donations, legs, donations indirectes…).

En conséquence, il concerne également la désignation du bénéficiaire d’un contrat d’assurance-vie.  
[CA Bordeaux, 25 sept. 1997, n° 048285](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2931/download)

#### **8.1.5. Formalisme de l’acceptation**

L’acceptation du bénéfice du bénéficiaire du contrat d’assurance-vie peut être expresse ou tacite.  
C. ass. art. L. 132-9

L’acceptation tacite peut être déduite du comportement du bénéficiaire réalisant des actes positifs traduisant une volonté dépourvue d’ambiguïté.

**Exemple :**

Le bénéficiaire a envoyé des documents permettant d’obtenir le versement des capitaux-décès.

#### **8.1.6. Conséquences de l’acceptation**

En application du mécanisme de la stipulation pour autrui, les capitaux-décès sont versés par l’assureur au bénéficiaire qui est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat.

Ces sommes ne sont donc pas censées avoir fait partie du patrimoine du souscripteur-assuré.  
C. ass. art. L. 132-12

### **8.2. Renonciation du bénéficiaire**

#### **8.2.1. Formalisme de la renonciation**

La renonciation au bénéfice des capitaux-décès est un droit personnel du bénéficiaire qui ne nécessite pas de formalisme particulier.

Néanmoins, afin d’éviter tout risque de contestation, il est conseillé d’envoyer un courrier à l’assureur pour l’informer de cette renonciation.

**Remarque :**

La renonciation est pure et simple. Elle ne peut pas être partielle.

**Attention :**

La renonciation fait pour le compte d’un bénéficiaire mineur nécessite l’autorisation préalable du juge des tutelles.  
C. civ. art. 387-1

#### **8.2.2. Conséquences de la renonciation**

La renonciation au bénéfice de l’assurance-vie n’a aucune conséquence sur la succession lorsque le bénéficiaire est par ailleurs héritier ou légataire du souscripteur-assuré.

Ainsi, la renonciation à succession n’emporte pas renonciation à l’assurance-vie et inversement.

C. ass. art. L. 132-8, al. 5Par suite de sa renonciation, le bénéficiaire ne reçoit donc pas les capitaux-décès. Il convient alors de se référer à la rédaction de la clause bénéficiaire afin de connaître les conséquences de cette renonciation.

**Attention :**

Attention aux clauses sans renonciation possible

* Clause à éviter : "*mon fils unique, à défaut mes héritiers"*
* Clause conseillée : "*mon fils Pierre, à défaut ou en cas de non acceptation par lui du bénéfice du présent contrat, ses enfants vivants ou représentés"*

La souscription de plusieurs contrats par bénéficiaire permet de faciliter les renonciations partielles.

##### **8.2.2.1. La clause bénéficiaire désigne des bénéficiaires de second rang**

**La clause bénéficiaire prévoit la représentation**

Si la clause bénéficiaire prévoit la représentation en cas de renonciation, la part des capitaux-décès revient par parts égales aux représentants du bénéficiaire renonçant, c’est-à-dire ses descendants.

La clause bénéficiaire ne prévoit pas la représentation

La clause bénéficiaire prévoit une clause d’accroissement

La clause bénéficiaire prévoit une clause d’accroissement lorsque le souscripteur-assuré a prévu qu’en cas de non-acceptation des capitaux-décès par un bénéficiaire, sa part viendra accroître celle des autres.

Dans cette hypothèse, les bénéficiaires du même rang que le renonçant recevront par parts égales la portion des capitaux-décès qui aurait dû revenir au renonçant.

La clause bénéficiaire ne prévoit pas de clause d’accroissement

Lorsque la clause bénéficiaire ne prévoit pas de clause d’accroissement, la fraction des capitaux-décès théoriquement attribuée au bénéficiaire renonçant revient théoriquement aux bénéficiaires subséquents.

**Remarque :**

La mention "*par parts égales*" conduit cependant à accroître la part des bénéficiaires de premier rang en cas de prédécès ou de renonciation de l'un d'eux.

En l'absence de clause de représentation, la désignation d'un bénéficiaire de premier rang prédécédé est devenue caduque à la suite de son décès.  
[Cass. civ. 2, 22 sept. 2005, n° 04-13077](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2921/download)

**Attention :**

Fiscalement, la renonciation est considérée comme étant un acte purement abdicatif. Elle ne constitue donc pas une libéralité faite aux bénéficiaires de rang suivant, soumise aux droits de mutation à titre gratuit.

Cependant, il convient d’utiliser des termes non équivoques dans l’acte de renonciation.

Par exemple, le bénéficiaire pourra déclarer "*ne pas accepter*" le bénéfice des capitaux-décès.

En revanche, il faut bannir toute mention d’une "*renonciation au profit de*…". En effet, l’administration fiscale pourrait considérer qu’une telle phrase démontre l’intention libérale du renonçant.

##### **8.2.2.2. La clause bénéficiaire ne désigne pas de bénéficiaires de second rang**

Si le souscripteur-assuré n’a pas désigné de bénéficiaire de second rang, les capitaux-décès intègrent sa succession.

C. ass. art. L. 132-11

Ils seront donc soumis à la fiscalité successorale.

### **8.3. Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire doit informer l’assureur du décès de l’assuré afin de percevoir le capital ou la rente. Le bénéficiaire doit alors lui remettre par simple courrier :

* un extrait d’acte de décès,
* l’original du bulletin de souscription ou une déclaration de perte,
* un certificat d’acquittement des droits de mutation ou de non-exigibilité des droits.

**Remarque :**

Depuis le 1er janvier 2018, les conjoints mariés et partenaires de PACS, exonérés de droits de succession, n’ont plus à produire le certificat de non-imposition pour percevoir les capitaux-décès issus des contrats d’assurance-vie (relevant de l'article 757 B du CGI). Cette obligation est toutefois maintenue dans l’hypothèse où le conjoint ou partenaire survivant à son domicile de fait ou de droit à l’étranger.  
[Seconde loi de finances rectificative pour 2017](https://api.fidroit.fr/document/51260), art. 16  
CGI art. 806, III al. 4  
[BOI-ENR-DMTG-10-70-20](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3372-PGP.html?identifiant=BOI-ENR-DMTG-10-70-20-20180420), § 100

Par ailleurs, depuis le 1er août 2020, les organismes exonérés de droits de mutation ne sont plus tenus de produire un certificat de non-exigibilité des droits. Sont principalement visés, les établissements publics ou d'utilité publique ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, etc., les fondations ou associations reconnues d'utilité publique.  
[Loi de finances rectificative pour 2020 (3) du 30 juillet 2020](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5329/download), art. 15  
  
*A priori*, lorsque l'assureur et la banque font partis d'un même groupe, le bénéficiaire des capitaux doit informer du décès du souscripteur à la fois la banque et la compagnie, quand bien même la banque a joué un rôle d'intermédiaire lors de la souscription du contrat.  
[CA Paris, 15 sept. 2020, n°19-11437](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5689/download)

### **8.4. Obligations de l’assureur**

#### **8.4.1. Obligation de recherche du bénéficiaire**

Les bénéficiaires n’étant pas nécessairement informés qu’un contrat d’assurance-vie a été réalisé à leur profit, l’assureur a l’obligation de s’informer de l’éventuel décès de ses assurés.  
C. ass. art. L. 132-9-3-1

**Remarque :**

La loi du 17 décembre 2007 permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence précise que les assureurs doivent s'informer du décès éventuel de l'assuré. Ils ont pour cela la possibilité, par l'intermédiaire de leurs organismes professionnels, de consulter le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) afin de savoir si l'assuré et le bénéficiaire sont toujours vivants. Cette mesure vise à permettre aux assureurs de remplir plus facilement leur obligation de s'informer du décès éventuel de l'assuré.

La CNIL, dans une délibération du 18 décembre 2008, a précisé, concernant la communication de données issues du RNIPP, que les fichiers doivent être exclusivement adressés à l'Agira et que la communication du type de décès serait une information excessive. Le projet d'arrêté devra donc être modifier pour prendre en compte cet avis de la CNIL.

Une fois informé du décès de l'assuré, l'assureur est tenu de rechercher le bénéficiaire et si cette recherche aboutit, de l'informer de la stipulation effectuée à son profit.  
C. ass. art. L. 132-8, al. 7  
  
L'assureur peut voir sa responsabilité engagée s'il s'abstient d'informer les bénéficiaires alors même qu'il a connaissance du décès.   
[CA Douai, 10 juin 2021, n° 20/00983](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6624/download)

**Remarque :**

Certaines personnes peuvent penser être bénéficiaires d’un contrat d’assurance-vie.

Afin de le savoir, elles peuvent interroger un organisme spécifique regroupant toutes les données de tous les assureurs : l’AGIRA (Association pour la Gestion des Informations sur le Risque en Assurance).

Un extrait d’acte de décès de l’assuré devra accompagner cette demande. L’organisme a 15 jours pour retrouver si un contrat a été souscrit au profit du demandeur.

Dans l’affirmative, l’assureur concerné a un mois pour informer le demandeur de sa qualité de bénéficiaire.

Dans la négative, aucune réponse ne sera envoyée au demandeur par l’AGIRA.  
C. ass. art. L. 132-9-2

La demande peut être formulée :

Par courrier postal, à l’adresse suivante :

AGIRA  
Recherche des bénéficiaires en cas de décès  
 Rue Jules Lefebvre  
75431 Paris cedex 09

Par internet, en remplissant un formulaire en ligne via le lien suivant : [https://www.formulaireassvie.agira.asso.fr](https://www.formulaireassvie.agira.asso.fr/)

​Si la clause a subi de multiples modifications l'assureur se libère valablement dans les mains des derniers bénéficiaires désignés, s'il est de bonne foi et s'il n'a pas possibilité de déterminer qu'un tiers était le véritable bénéficiaire. Ce tiers devra donc réclamer ces sommes auprès des "bénéficiaires" retenus par l'assureur et non pas auprès de l'assureur.   
[Cass. civ. 1, 31 mars 2021, n°19-18.951](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6303/download)

#### **8.4.2. Obligation de confidentialité**

Le notaire peut interroger la compagnie d’assurances sur l’existence des contrats d’assurance-vie souscrits par le défunt et certaines de leurs caractéristiques (primes versées, etc.).

**Remarque :**

La responsabilité du notaire a pu être engagée pour ne pas avoir précisément interroger les assureur sur l'existence de contrat souscrits par le défunt  
[CA Douai, 10 juin 2021, n° 20/00983](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6624/download)

Cependant, l’obligation de confidentialité de l’assureur ne lui permet pas de révéler l’identité du ou des bénéficiaires.

[Recueil des engagements à caractère déontologique des entreprises d'assurance membres de la FFA](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2047/download), p. 51

En revanche, un héritier peut donner mandat au notaire chargé du règlement de la succession d’interroger le fichier Ficovie afin de savoir s’il est bénéficiaire de contrats d’assurance-vie.  
LPF art. L. 151 B

**Remarque :**

Au regard des éléments communiqués, en particulier du montant des primes versées, les héritiers pourront, le cas échéant, par voie judiciaire, obtenir communication d’informations complémentaires (voir *infra* section 5.5.).

#### **8.4.3. Délai de règlement des capitaux-décès**

La compagnie d’assurances doit demander au bénéficiaire de lui fournir l'ensemble des pièces nécessaires au paiement dans les 15 jours suivant la réception de l'avis de décès et de sa prise de connaissance des coordonnées du bénéficiaire ou au terme prévu par le contrat. A réception de ces pièces, l’assureur dispose d’un délai maximum d'un mois pour verser les sommes au bénéficiaire. A défaut de respect de l'une ou l'autre de ces conditions, des intérêts moratoires sont dus par la compagnie.  
C. ass. art. L. 132-23-1 al. 1 et 2

Lorsque le bénéficiaire du contrat n'est pas définitivement déterminé, il est possible de demander le blocage du versement (séquestre) dans l'attente d'un jugement. Dans ce cas, les intérêts ne sont pas dus.  
[CA Pau, 12 août 2021, n° 20-01091](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6715/download)  
Pour un récapitulatif, se référer à notre Doc Pratique : [Identification des bénéficiaires et procédure de perception des capitaux décès d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/49009)

**Avis Fidroit :**

Les juges d'appel ont fait preuve d'originalité en bloquant le versement des sommes des assurances-vie plutôt que de laisser les compagnies d'assurance remplir leurs obligations. Ils s'appuient sur la présence majoritaire d'immobilier dans le patrimoine de la bénéficiaire, peu liquide en cas de demande de remboursement, pour justifier leur décision. Ils cherchent ainsi à éviter que le bénéficiaire "organise" son insolvabilité pour ne pas rembourser les montants perçus par erreur.

Lorsqu’un contrat d’assurance-vie n’a fait l’objet d’aucune demande de versement des capitaux-décès à l’issue d’un délai de 10 ans à compter de la date à laquelle l’assureur a eu connaissance du décès de l’assuré ou de l’échéance du contrat, les sommes réclamées doivent être déposées à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Le transfert doit intervenir dans le mois suivant l’expiration de ce délai.  
C. ass. art. L. 132-27-2

#### **8.4.4. Obligation de revalorisation du capital**

Au-delà de ce délai de 15 jours, des intérêts sont servis de plein droit au double du taux légal durant 2 mois puis, à l'expiration de ce délai de 2 mois, au triple du taux légal.

Si, au-delà du délai de 15 jours pendant lequel la compagnie doit demander les pièces au bénéficiaire, cette dernière a omis de demander au bénéficiaire l'une des pièces nécessaires au paiement, cette omission n'est pas suspensive du délai de versement.  
C. ass. art. L. 132-23-1, al. 4

Les bénéficiaires ont 10 ans pour réclamer les sommes dues.  
C. ass. art. L. 114-2

La prescription de l'action est interrompue par l'envoi, à l'assureur, d'une lettre recommandée avec accusé de réception demandant le paiement du capital-décès.  
[Cass. civ. 2, 9 fév. 2012, n° 10-20357](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/3212/download)

**Remarque :**

L'assureur n'est redevable d'aucune pénalité pour n'avoir pas versé les capitaux au légataire dès lors que la clause était ambiguë et nécessitait une interprétation.  
[TGI Paris, 28 juin 2018, n°RG 18/04464](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7365/download)

Le fait d'avoir souscrit via un intermédiaire (courtier, CGPI) ne modifie pas le redevable des intérêts de retard : la compagnie d'assurance reste redevable (et non le courtier). Cependant, le délais court dès réception des éléments nécessaires par le courtier mandaté, et peut alors rendre la compagnie redevable d'intérêts s'il n'est pas diligent.  
[CA Aix-en-Provence, 24 juin 2021, n° 19/01766](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6541/download)

Le délai court individuellement pour chacun des bénéficiaires.

Pour un récapitulatif, se référer au doc pratique :  [Identification des bénéficiaires et procédure de perception des capitaux décès d'assurance-vie](https://api.fidroit.fr/document/49009).

Les intérêts de retard versés aux bénéficiaires suite à des délais excessifs de l’assureur ne sont pas imposables, ni à l’impôt sur le revenu, ni aux droits de mutation (art. 757 B du CGI) ou taxe forfaitaire (art. 990 I du CGI). En effet, ces intérêts réparent un préjudice.  
[BOI-BNC-CHAMP-10-10-20-30](https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2823-PGP.html/identifiant=BOI-BNC-CHAMP-10-10-20-30-20160302), §70

## **9. Contestation de la clause (insanité d'esprit, primes manifestement exagérées, récupération des aides sociales, etc.)**

Au décès du souscripteur-assuré, la validité de la clause bénéficiaire peut être remise en cause sur plusieurs fondements.

Pour un récapitulatif, consulter le doc pratique [Les actions visant à remettre en cause la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie](https://fidnet.fidroit.fr/document/51607)

### **9.1. Insanité d’esprit du souscripteur**

#### **9.1.1. Principe**

Au décès du souscripteur-assuré, ses héritiers peuvent contester la validité de la clause bénéficiaire en démontrant que :

* l’acte porte en lui-même la preuve d’un trouble mental,
* l’acte a été fait alors que le souscripteur-assuré était placé sous sauvegarde de justice,
* une action a été introduite avant son décès aux fins d’ouverture d’une curatelle ou d’une tutelle, ou aux fins d’habilitation familiale ou si un mandat de protection future a été activé.

C. civ. art. 414-2, al. 2

**Remarque :**

A ce propos, les juges ont eu l'occasion de préciser les choses dans 2 arrêts. Dans l'un, ils se réfèrent au code civil pour décider de la nullité d'un acte pour insanité d'esprit. En effet, pour prouver, après le décès d'un individu, qu'un acte autre qu'une donation ou un testament, fait par le défunt qui, de son vivant, n'était pas placé sous sauvegarde de justice ou ne faisait pas l'objet d'une procédure en ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle, est nul pour insanité d'esprit, il faut que l'acte porte en lui-même la preuve d'un trouble mental. L'attestation d'un médecin indiquant l'état cérébral lacunaire de la défunte ne permet donc pas de remettre en cause l'avenant établit au contrat d'assurance vie modifiant les bénéficiaires.  
[Cass. civ. 1, 1er juill. 2009, n°08-13402 (première chambre civile)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000020822312)

Dans un autre arrêt, la Cour de cassation a approuvé la Cour d'appel qui avait estimé, au vu des rapports médicaux du médecin traitant du souscripteur du contrat d'assurance vie et d'un expert psychiatrique désigné dans le cadre de la procédure de protection d'incapable majeur, constatant une altération de ses capacités physiques et intellectuelles de type maladie d'Alzheimer, que le souscripteur était insane d'esprit au moment où il a signé les documents prévoyant une nouvelle clause bénéficiaire pour son contrat.  
[Cass. civ. 1, 6 janv. 2010, n°08-14002 (première chambre civile)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000021651988)

L’action peut également être fondée sur les vices du consentement (erreur, dol, violence), notamment en cas de changement de bénéficiaire de la clause.  
C. civ. art. 1128 et 1130

**Dans la pratique :**

Il est possible de rechercher des éléments extérieurs à la clause bénéficiaire afin de s'assurer que le souscripteur avait exprimé, ou non, son consentement de manière certaine et non-équivoque.  
  
Au contraire, seuls des éléments intrinsèques à la clause bénéficiaire doivent être apportés pour démontrer une insanité d'esprit. Par ailleurs, une signature formelle, mais tremblée et mal assurée ne permet pas, à elle seule de déduire de manière certaine un état de déficience mentale grave et d'insanité d'esprit.   
[Cass. civ. 1, 5 avril 2023, n°21-12875](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7533/download)

#### **9.1.2. Modalité de l'action**

Seuls les héritiers du souscripteur peuvent agir en nullité de la clause bénéficiaire (au nom et pour le compte du souscripteur), dans un délai de 5 ans.  
C. civ. art. 414-2, al. 2  
[CA Pau, 20 juin 2013, n° 13/2626](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2926/download)  
[C. Cass. 13 juill. 2016, n°1427248](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cas-13-7-2016.pdf)

Plus précisément le délai de prescription commence à courir le jour où le bénéficiaire a eu connaissance des faits lui permettant d'agir et non au jour du décès.

Néanmoins, il a également été jugé, dans une décision critiquée, que ce délai courait à compter de la date de souscription ou de confirmation du contrat.  
[Cass. civ. 1, 27 avril 2017, n° 16-13571](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2927/download)

Lorsque les bénéficiaires sont des personnes distinctes du souscripteur, le délai de prescription de l'action est porté à 10 ans.  
[Cass. civ. 16 sept. 2021, n°20-10013](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6748/download)

##### **9.1.2.1. Conséquences de l'action**

La clause bénéficiaire est alors anéantie de manière rétroactive : les primes devront être réintégrées en totalité dans la masse successorale.

### **9.2. Cause illicite, impossible ou immorale**

#### **9.2.1. Principe**

Une clause bénéficiaire peut être anéantie en cas de cause illicite, impossible ou immorale.

La cause illicite suppose l’intention de nuire aux intérêts d’autrui et notamment, aux héritiers du souscripteur (*discrimination raciale fondée sur la race de son conjoint et la couleur de peau de ses enfants).*[Cass. 28 juin 2012](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass.civ.228juin2012cause.pdf)

La preuve de cette intention s’avère donc souvent difficile à rapporter.

La clause bénéficiaire peut également être remise en question en cas d’absence de cause.

#### **9.2.2. Modalité de l'action**

Seuls les héritiers du souscripteur peuvent agir en en cas de cause illicite, impossible ou immorale, dans un délai de 5 ans à compter du décès.  
[CA Pau, 20 juin 2013, n° 13/2626](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2926/download)

Néanmoins, il a également été jugé, dans une décision critiquée, que le délai de 5 ans courait à compter de la date de souscription ou de confirmation du contrat.  
[Cass. civ. 1, 27 avril 2017, n° 16-13571](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2927/download)

#### **9.2.3. Conséquences de l'action**

La clause bénéficiaire est alors anéantie de manière rétroactive : les primes devront être réintégrées en totalité dans la masse successorale.  
[Cass. civ. 2, 28 juin 2012, n° 11-14662](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass.civ.228juin2012cause.pdf)

### **9.3. Primes manifestement exagérées**

#### **9.3.1. Principe**

Il n'y a pas de plafond de versement ni d'âge limite, cependant, le montant des versements ne doit pas être manifestement exagéré compte tenu de la situation patrimoniale et financière du souscripteur.  
RM Loos 14 juill. 2009

Critères de détermination

Il n’existe pas de définition légale de la notion de primes manifestement exagérées : les critères ont été dégagés par la jurisprudence selon un faisceau d’indices, d’après des éléments de fait.

2 éléments principaux ont été dégagés par la jurisprudence :

* un critère quantitatif : l’importance des primes versées par rapport au patrimoine du souscripteur au jour du versement,
* et un critère qualitatif : l’utilité du versement pour le souscripteur.

[Cass. civ. 2, 7 fév. 2008, n° 06-16373](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CASS-7-fevrier-2008.pdf)  
[Cass. mixte, 23 nov. 2004, n° 02-11352](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass._mixte_23_nov_2004.pdf)  
[Cass. civ. 2, 10 avril 2008, n° 06-16725](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass._civ._2_-_10-04-08_n06-725.pdf)  
[CA Poitiers, 2 mars 2021, n°20/00879](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6072/download) (pas d’altération de l’état de santé, primes représentant une grande majorité du patrimoine mais pas l’intégralité, rachats programmés permettant de vivre aisément : le juge statut sur l’utilité du contrat et ne requalifie pas en primes manifestement exagérées)

**Remarques :**

Le juge dispose d'un pouvoir souverain d'appréciation : il doit déterminer, au cas par cas, si le contrat d'assurance vie constituait une atteinte au droit des héritiers.   
[Cass. civ. 1, 12 sept. 2012, n° 11-17600](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000026372362)

La caractère exagéré ne peut être revendiqué qu'après le décès du souscripteur, cependant il est apprécié au jour du versement de chaque prime (et contrat par contrat, [Cass. civ. 2, 19 mai 2016, n° 15-19458)](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/Cass-Civile-2-19-mai-2016-15-19.458.pdf) non au jour du décès (compte tenu du patrimoine qu'il laisse, voir notamment le § sur la réserve héréditaire). Le professionnel doit, bien entendu, au moment du versement, alerter du risque de requalification.

En pratique, les éléments suivants pourront notamment être analysés par les tribunaux :

* comparaison du montant des primes et du patrimoine du souscripteur (le caractère excessif étant généralement retenu lorsque les primes excèdent le tiers du patrimoine du défunt),
* comparaison du montant des primes et des revenus du souscripteur (des primes supérieures aux revenus perçus pendant la période de versement en cas de primes périodiques ou aux revenus de l'année en cas de prime unique sont systématiquement jugées excessives),
* l'âge du souscripteur (la souscription à un âge avancé est généralement regardée par les juges comme dépourvue d'utilité pour le souscripteur, compte tenu de son espérance de vie limitée).
* état de santé du souscripteur (souscripteur atteint d'une maladie grave mortelle à brève échéance quand bien même il procéderait à des rachats, etc.)
* condition sociale,
* situation familiale,
* utilité de l’opération d’assurance et des versements (absence d'arbitrage / de rachat, utilité eu égard à l'âge du souscripteur ou à l'absence d'aléa, durée prévisible du contrat, remploi de capitaux provenant d'une vente, d'une donation ou d'une succession, etc.),
* circonstances de la souscription,
* délai entre les versements et le décès du souscripteur assuré,
* existence ou non d’une intention frauduleuse
* …

La reconnaissance d’un seul de ces critères n’est pas suffisante pour caractériser les primes manifestement exagérées (il convient de rechercher un faisceau d'indices en cumulant plusieurs critères).   
[Cass. civ. 2, 17 sept. 2009, n° 08-17040](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/autres/Cass_civ_2_17_septembre_2009_primes_exagerees.pdf)

L'appréciation du caractère manifestement exagéré des primes ne peut se faire qu'au regard d'une analyse d'ensemble de la situation patrimoniale et familiale du souscripteur. Cependant, la Cour de cassation a estimé pour la première fois dans un arrêt du 5 décembre 2012 que les services rendus par le bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie au souscripteur de ce dernier (en situation de dépendance) devaient aussi être pris en compte.  
[Cass. civ. 1, 5 déc. 2012, n°11-24659](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000026744965)

Toute la difficulté pour les plaignants consiste à démontrer l’inutilité du contrat. En effet, "*un contrat d'assurance-vie représente un placement sûr et rentable, qui permet des remboursements partiels avant son terme, et a une utilité certaine*". Le versement de sommes importantes en assurance-vie n'est pas en soi problématique. Le versement d’une prime présente un intérêt, il s’agit d'une opération de placement s'inscrivant dans le cadre d'une gestion d’actifs financiers.   
[CA Paris, 21 mars 2018, n° 16/15303](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2944/download)

La prime versée sur un contrat en remploi de capitaux provenant d'un précédent contrat d'assurance (ou le remploi de sommes issues d'une vente, d'une donation ou d'une succession) ne présente pas, au moment de son versement, un caractère manifestement exagéré.  
[Cass. civ. 2, 6 oct. 2011, n° 10-30899](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000024650037)

En revanche, lorsque cette somme est déjà positionnée sur d’autres formules d’épargne (compte-titres, livrets, plan d’épargne logement, etc.) ; l’argument du remploi ne vaut plus.  
[Cass. civ. 2, 4 juill. 2007, n° 06-14048](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000017907522?init=true&page=1&query=06-14048&searchField=ALL&tab_selection=all)  
[Cass. civ.1, 15 déc. 2021, n° 20-15387](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7106/download)

Ce n’est pas la durée effective du contrat qui prévaut (constatée seulement lors du décès), mais la durée prévisible au jour de la souscription, en raison de l’état de santé du souscripteur.

L’âge avancé du souscripteur n’est pas rédhibitoire en soi, si la personne est dans un état de santé correct ou normal compte tenu de son âge. Au contraire, les souscriptions tardives par des personnes condamnées à brève échéance sont très litigieuses.   
[Cass. civ. 2, 14 juin 2006, n° 05-10736](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000007509965?init=true&page=1&query=05-10736&searchField=ALL&tab_selection=all) (versement validé réalisé par une dame âgée de 99 ans, dans un état de santé « normal » compte tenu de son âge, bien que décédée 4 mois plus tard)

La réalisation de rachats réguliers peut prouver l’utilité du contrat. Toutefois en réalité, la simple faculté d'effectuer ces rachats partiels peut être suffisante. L’état de santé est bien plus important que l’existence ou non de rachats. Ainsi, la mise en place de rachats partiels peut présenter un "caractère illusoire" et ne pas être considérée, si l’espérance de vie du souscripteur est de toute façon compromise.    
[Cass. civ. 1, 6 nov. 2019, n° 18-16153](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000041744392?init=true&page=1&query=18-16153&searchField=ALL&tab_selection=all)  
[CA Nimes, 6 avril 2023, n°22/00421](https://www.courdecassation.fr/decision/642fb686cece1704f5747734?search_api_fulltext=N%C3%AEmes%2022/00421&op=Rechercher%20sur%20judilibre&date_du=&date_au=&judilibre_juridiction=all&previousdecisionpage=0&previousdecisionindex=0&nextdecisionpage=0&nextdecisionindex=2)

Le caractère exagéré des primes devant être apprécié à la date du versement, la révélation, a posteriori, d'un recel communautaire du souscripteur, bien qu'il entraîne privation de tout ou partie du patrimoine qu'il a dissimulé, n'a pas d'effet rétroactif sur l'appréciation de sa situation patrimoniale.  
[Cass. civ. 1, 30 sept. 2020, n° 19-13.129](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043105251?isSuggest=true)

Les primes versées peuvent être qualifiées d'exagérées, même si un juge des tutelles a autorisé la souscription du contrat d’assurance-vie.  
[Cass. civ. 1. 7 fév. 2018, n° 17-10818](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2214/download)

Seuls de rares cas caricaturaux seront donc susceptibles de caractériser des primes exagérées.

**Exemple :**

Primes non excessives

Les primes ne sont pas exagérées dans les cas où :

* leur montant représente une dépense minime, eu égard au train de vie du souscripteur (par exemple si elles ne dépassent pas 10 % de son revenu) ;
* les relevés de compte du souscripteur ont toujours fait apparaître un solde largement créditeur, nonobstant les versements effectués sur un ou plusieurs contrats ;
* le patrimoine total était 36 fois supérieur au montant de la prime et le revenu 13 fois supérieur ;
* le contrat d'assurance-vie a totalement été racheté par le souscripteur. Si le montant du rachat est réinvesti dans un autre contrat d'assurance-vie, le caractère manifestement exagéré doit être recherché au niveau des primes versées sur cet autre contrat ([Cass. civ. 1, 9 fév. 2022, n° 2018544)](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000045167478?init=true&page=1&query=20-18.544&searchField=ALL&tab_selection=all).

Primes exagérées

* Tel est le cas d'une prime unique d'un montant de 463 445 euros versée dans un contrat de plus de 8 ans par un souscripteur âgé de 92 ans, ayant des revenus de retraite très modestes, même si cette somme provient de successions et représente la moitié des liquidités. L'opération est considérée sans utilité pour lui en raison de son âge avancé.
* Dans le cas de primes très sensiblement supérieures aux revenus perçus par le défunt pendant la période considérée, on peut déduire que le montant des primes était manifestement exagéré eu égard à ses facultés.

Critère inopportun : la réserve héréditaire

Il n’y a pas de rapport entre la réserve héréditaire et les primes exagérées. Le fait que le versement des primes soit réalisé dans le but de priver un héritier de sa réserve est un motif inopérant pour caractériser la prime comme exagérée. D'ailleurs le caractère exagéré est apprécié au jour du versement et l'atteinte à la réserve est, elle, appréciée, compte tenu du patrimoine au jour du décès.  
[RM Malhuret, JO Sénat, 18 juin 2020, n°15361](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5303/download)  
[Cass. civ. 2, 10 sept. 2015, n° 14-20017](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000031150733?init=true&page=1&query=14-20017&searchField=ALL&tab_selection=all)  
[Cass. civ. 1, 6 juill. 2016, n° 15-21643](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000032869239?init=true&page=1&query=15-21643&searchField=ALL&tab_selection=all)  
[Cass. civ. 1, 19 mars 2014, n° 13-12076](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000028759555?init=true&page=1&query=13-12076&searchField=ALL&tab_selection=all)

Le fait de privilégier certains enfants, au détriment d’autres, en les désignant comme bénéficiaires des contrats d'assurance vie ne constitue pas un critère d'appréciation du caractère exagéré des primes.  
[CA Metz, 1er fév. 2018, n° 16/037311](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2945/download)  
[CA Paris, 21 mars 2018, n° 16/15303](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2944/download)

L'âge avancé du souscripteur associé à un montant élevé de prime peut caractériser l'excès. De même, l'excès peut provenir d'une disproportion des primes par rapport au patrimoine du souscripteur. En revanche, l'intérêt des héritiers et le dépassement de la quotité disponible ne constituent pas des critères d'appréciation du caractère manifestement exagéré des primes.

[CA Rennes, 10 janv. 2023, n° 20/03501](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7291/download)

La qualification de primes manifestement exagérées n'a pas non plus été retenue alors que 90% du patrimoine du défunt était investi sur contrats d'assurance-vie. L'arrêt rappelle que l'assurance-vie n'est pas réductible pour atteinte à la réserve des héritiers du contractant. L'utilité du contrat a été démontrée par la réalisation de rachats partiels lui ayant permis d'améliorer ses revenus et son train de vie, et la proportionnalité des sommes versées retenue, notamment dans la mesure où un versement était intervenu à la suite d'une cession immobilière par l'assuré.  
[CA Bordeaux, 7 fév. 2023, n° 20/05172](https://api.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/7405/download)

Critère inopportun : l'origine des deniers

Pour certains, une distinction devrait être opérée selon que les primes ont été prélevées sur les capitaux ou sur les revenus. ​

* Lorsque les primes sont prises sur les revenus, il s'agit de dépenses faites ne pouvant être remises en cause par les héritiers ou les créanciers quand elles ont été en rapport avec la situation de fortune du souscripteur. Les cotisations prélevées sur les revenus devraient être considérées comme un acte de gestion courante.
* Lorsque les primes sont prises sur des capitaux, elles seraient, de ce seul fait, manifestement exagérées et devraient, en conséquence, être soumises aux règles du rapport et de la réduction.
* Si cette distinction était acceptée, dès lors que les prélèvements seraient opérés sur le capital, les primes seraient considérées comme excessives, indépendamment de leur montant, élevé ou non. A l'inverse, des primes acquittées au moyen des revenus ne seraient jamais qualifiées d'excessives, y compris dans l'hypothèse où leur montant serait très élevé. Or, un prélèvement sur le capital n'est pas nécessairement anormal ou excessif.

Pour d'autres, cette distinction est sans fondement dans la mesure où aucune distinction entre revenus et capitaux n'est expressément prévue par le code des assurances, qui évoque seulement "les facultés" du contractant et, par ailleurs, la référence à l'adverbe "manifestement" est contradictoire avec le critère lié à un versement grevant le capital. Cette distinction n'a pas été retenue par les tribunaux

Recommandations

Pour éviter aux souscripteurs les effets qui résultent du caractère exagéré des primes, et se prémunir de toute action en responsabilité, la Fédération française des sociétés d'assurance recommande aux assureurs lors de la souscription des contrats :

* d'écarter les demandes effectuées par des personnes d'un "âge élevé" lorsque les conditions de la souscription permettent de penser qu'il existe un risque de contestation ultérieure (notamment lorsque les bénéficiaires ne sont pas les héritiers) ;
* de mettre en place un examen systématique des demandes de souscription au-delà d'un certain âge et, en tout état de cause, à partir de 85 ans ;
* d'accorder une attention particulière au montant des primes versées en prenant en compte les objectifs du souscripteur et la composition de son patrimoine.  
  L'assureur pourrait être amené à rédiger, le cas échéant, un document de motivation présentant les circonstances de la souscription.

#### **9.3.2. Conséquences de l'action**

Il n’est pas toujours nécessaire d’aller en justice. Le bénéficiaire peut lui-même :

* reconnaitre le caractère manifestement exagéré des primes ;
* ne pas accepter le bénéfice du contrat ;
* faire procéder au rapport et à la réduction des primes.

Cette solution ne constitue pas une donation au profit des héritiers qui récupèrent alors les sommes dans la succession.  
[Cass. com., 10 déc. 2013, n° 12-22424](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000028329207?init=true&page=1&query=12-22424&searchField=ALL&tab_selection=all)

Montant rapportable ou soumis à réduction

En cas d'exagération manifeste, il convient de procéder au rapport et à la réduction des primes excessives qui sont ainsi réintégrées dans le montant de l'actif successoral.

Un débat existe sur le montant à réintégrer : l'intégralité de la prime ou seulement la fraction qualifiée d'exagérée ?   
En effet, le juge peut non seulement réintégrer la partie jugée excessive, mais également la totalité des primes versées.  
[C. ass. art. L. 132-13](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006073984/LEGISCTA000006174038/#LEGIARTI000006793016)

Dans la mesure où les primes sont raisonnables et normales, il n'y a pas libéralité au regard de l'article L. 132-13 du code des assurances, et c'est seulement au-delà de cette limite, c'est-à-dire "dans la mesure de l'excès", que le rapport et la réduction sont applicables.

Selon la jurisprudence, c'est la totalité des primes versées qui doit être réintégrée dans la succession.  
[Cass. civ 1, 1er juill. 1997, n° 95-15674](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/1232/download)  
La doctrine majoritaire considère quant à elle que seule la partie excessive de la prime devrait être rapportée à la succession  
Cass. civ. 1. 04 juillet 2007

Exception au rapport des primes excessives : Le souscripteur a la faculté, sous réserve que ne se pose aucun problème de réserve héréditaire, de dispenser expressément de tout rapport l'héritier bénéficiaire de l'assurance, même en cas de primes exagérées. Sa volonté s'impose.

Date de la libéralité (pour détermination la réduction)

En ce qui concerne le rapport, la date de la libéralité est indifférente puisque la partie excessive de toutes les primes doit incontestablement être fictivement rapportée.

En revanche, s'agissant de la réduction, celle-ci porte d'abord sur les legs, ensuite sur les donations les plus récentes en remontant aux plus anciennes, jusqu'à ce que les héritiers soient dotés de leur réserve.

Sachant que l'assurance vie donne lieu, le plus souvent, au versement de primes périodiques, 2 méthodes pouvaient être envisagées :

* considérer que la réduction porte sur toutes les primes excessives, la libéralité (pour toutes les primes versées) étant réputée intervenue au jour de la souscription du contrat. Or, le paiement des primes revêt un caractère facultatif : la date de souscription ne pourrait être retenue que si le souscripteur s'engageait, de façon ferme et définitive, à payer la totalité des primes prévues. Or, il ne lui est pas possible d'anticiper le nombre et le montant des primes qui seront effectivement versées, notamment en cas de diminution de ses capacités financières ou de ses ressources.
* ou au contraire, décider que la réduction porte sur chaque versement, la libéralité se décomposant en autant de donations qu'il y a de primes versées.  
  ​Pour opérer la réduction de la partie excessive des primes, tenir compte de la date de chaque versement est pertinent. C'est d'ailleurs dans le même esprit que l'exagération est appréciée par les tribunaux qui tiennent compte des facultés du souscripteur au moment où il les acquitte.  
  [C. civ. art. 843](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070721/LEGISCTA000006150166/#LEGIARTI000006432755)  
  [C. civ. art. 923](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070721/LEGISCTA000006165578/#LEGIARTI000006433758)

### **9.4. Donation indirecte (civilement et fiscalement)**

#### **9.4.1. Principe**

La souscription d'un contrat d'assurance vie ne constitue pas en elle-même une donation. Cependant, le caractère de donation peut parfois être reconnu par l'administration fiscale dans certains cas dès lors que l'on caractérise l’intention libérale du souscripteur et le dépouillement irrévocable du souscripteur.   
[C. civ. art. 894](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070721/LEGISCTA000006136539/#LEGIARTI000006433497)

Les juges ne requiert pas l’acceptation du bénéficiaire avant le décès du souscripteur-assuré : l'acceptation du bénéficiaire est caractérisée par le versement du capital après le décès.   
[Cass. mixte, 21 déc. 2007, n° 06-12769](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2928/download)

La simple acceptation du contrat d'assurance par son bénéficiaire, avant le 18 décembre 2007, ne suffit pas à requalifier le contrat en donation indirecte. Seule la volonté expresse du souscripteur de renoncer à son droit de rachat matérialise la donation indirecte.   
[Cass. civ. 1, 20 nov. 2019, n°16-15867](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5183/download)

Pour les acceptations qui interviendraient après le 18 décembre 2007 la question n'est pas tranchée. En effet, désormais l'acceptation du contrat par le bénéficiaire limite les facultés de rachat du souscripteur à l'accord du bénéficiaire acceptant. Pour autant le souscripteur n'est pas totalement privé de ses droits aux rachats. Il faudra attendre la jurisprudence nouvelle sur l'application du droit positif.

**Remarques :**

La jurisprudence semble privilégier le critère de l'espérance de vie à celui de l'âge avancé : pour une personne de 101 ans, présentant une santé défaillante et ayant effectué un versement de 1,5 M€ sur ce contrat 6 mois avant son décès, le contrat étant dépourvu de tout aléa rendant illusoire la faculté de rachat.  
[CA Versailles, 12 oct. 2021, n° 20-03376](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6870/download)

Le fait qu'un versement, même conséquent, sur un contrat intervienne 9 jours seulement avant le décès d'un souscripteur-assuré ne suffit pas à démontrer l'existence d'une intention libérale, ce dernier ne se sachant pas condamné à très court terme. Par ailleurs, le transfert de la moitié de son patrimoine de comptes d'épargne vers l'assurance vie répondait à une volonté d'amélioration de la rémunération des avoirs plutôt que d'exonération fiscale au profit des bénéficiaires.  
Il n'y avait pas dessaisissement dans la mesure où le souscripteur pouvait seul disposer des fonds de son vivant. Les bénéficiaires désignés (case à cocher standard), même s'ils étaient les héritiers, n'avaient pas accepté le contrat.

Le montant élevé des primes ne suffit pas à démontrer une donation. Le fait que ce montant puisse être manifestement exagéré ne constitue que l'un des critères utilisés.  
[Cass. civ. 1, 26 oct. 2011, n°10-24608](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000024730676)

Par ailleurs, l'absence d'aléa permet aux juges de caractériser la donation (faculté de rachat illusoire).

Enfin, la modification des bénéficiaires juste avant le décès du souscripteur peut constituer un indice, pour l’administration fiscale, permettant de requalifier l’opération en donation indirecte.

#### **9.4.2. Conséquences de l'action**

Si la donation indirecte est reconnue (suite à une action des héritiers ou de l'administration fiscale :

* fiscalement :  les capitaux-décès perdent l'avantage fiscal de l'assurance-vie et sont taxés aux droits de mutation à titre gratuit et entrent dans le délai de 15 ans de rappel fiscal ;
* civilement : les capitaux sont soumis au rapport ou à la réduction pour atteinte à la réserve.

[CGI art. 784](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006069577/LEGISCTA000006199106/#LEGIARTI000033809289)  
LPF art. L. 55  
[Cass. mixte, 21 déc. 2007, n° 16-12769](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2928/download)  
[Cass. civ. 1, 20 nov. 2019, n°16-15867](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5183/download)

En revanche, il n'y a pas lieu d'appliquer des pénalités de 40 % pour manquement délibéré lorsque les bénéficiaires n'avaient pas l'intention d'éluder l'impôt (hypothèse dans laquelle les bénéficiaires n'avaient pas connaissance de l'existence du contrat).  
[CA Versailles, 12 oct. 2021, n° 20-03376](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/6870/download)

### **9.5. Recel successoral**

#### **9.5.1. Principe**

Les règles du recel successoral pourront éventuellement s’appliquer lorsque l’héritier (et non le souscripteur) :

* sait que les primes versées devaient être soumises au rapport et à la réduction,
* et a l’intention frauduleuse de porter atteinte à l’égalité dans le partage.

[Cass. civ. 1, 17 mars 2010, n° 09-10168](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2929/download)

En revanche, en cas de recel communautaire avéré postérieurement aux versements des primes, celui-ci n'a pas d'incidence sur le caractère manifestement exagéré des primes qui s'apprécie à la date de versement.  
[Cass. civ. 1, 30 sept. 2020, n°19-13129](https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000043105251)

La sanction du recel est également possible lorsque, lors du partage de communauté, le conjoint survivant "omet" de déclarer les contrats d'assurance-vie qu’il a souscrits avec des capitaux communs.  
[Cass. civ. 1, 25 fév. 2009, n° 08-12137](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2946/download)

#### **9.5.2. Modalités de l'action**

Les héritiers (réservataires ou non) du souscripteur et les créanciers (via l'action paulienne) ayant intérêts à faire reconnaitre le recel peuvent agir.  
[CE 21 oct. 2009, n° 316881](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE-21-octobre-2009.pdf)   
[CE 17 nov. 2010, n° 312594](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE-17-novembre-2010.pdf)  
C. ass. art. L. 132-14

Le délai pour agir diffère selon que l’action vise à faire appliquer les règles du rapport ou de la réduction.

* Concernant le rapport, la demande semble imprescriptible puisque le rapport est exécuté lors des opérations de partage et le droit de demander le partage n’est pas soumis à prescription.  
  Pour plus de détails concernant cette question, se référer au doc expert [Indivision](https://fidnet.fidroit.fr/document/38054).
* Concernant la réduction, le délai de prescription s’élève à 5 ans à compter de l’ouverture de la succession ou à 2 ans à compter du jour où les héritiers ont eu connaissance de l’atteinte portée à leur réserve, sans jamais pouvoir excéder 10 ans à compter du décès.  
  C. civ. art. 921, al. 2

#### **9.5.3. Conséquences de l'action**

Si le recel est caractérisé, l'intégralité des capitaux décès (et pas uniquement les primes) intègrent l’actif de succession et sont soumises aux règles du rapport et de la réduction, sans que l’héritier receleur puisse prétendre à sa part.  
C. civ. art. 778  
C. ass. art. L. 132-13

Le rapport n'est dû que si l'un des bénéficiaires a la qualité d'héritier (qu'il soit réservataire ou non).  
[Cass. civ. 1, 8 mars 2017, n° 16-10384](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/969/download)  
[Cass. civ. 1, 25 juin 2014, n° 16-16388](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/cass-civ-1-25-juin-2014-cav.pdf)

### **9.6. Donation déguisée**

#### **9.6.1. Principe**

L’administration peut également tenter de démontrer que le contrat d’assurance-vie dissimule une donation déguisée.

Outre la réunion des éléments caractéristiques d’une donation (intention libérale, dépouillement irrévocable et acceptation du bénéficiaire), la requalification de la désignation bénéficiaire en donation déguisée suppose que :

* l’intention frauduleuse du souscripteur-assuré soit démontrée,
* ou que l’acte soit fictif.

C’est la procédure de répression de l’abus de droit qui trouvera alors à s’appliquer.  
LPF art. L. 64

Pour que l’abus de droit soit caractérisé, il faut que les faits soient caricaturaux. Tel est par exemple le cas lorsque le souscripteur-assuré se sait condamné à court terme lors de l’adhésion au contrat.  
[CA Paris, 19 sept. 2008, n° 06-13320](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/2930/download)

**Remarque :**

La procédure de l’abus de droit est lourde et l’action de l’administration fiscale réussira rarement à faire requalifier l’opération en donation déguisée.

C’est pourquoi l’administration cherche plus fréquemment à démontrer l’existence d’une donation indirecte.

#### **9.6.2. Modalités de l'action**

L’action ayant pour but de taxer l’opération aux droits de mutation à titre gratuit, c’est l’administration fiscale qui sera amenée à agir en justice.

L’action est enfermée dans les délais de prescription applicables à :

* la procédure contradictoire de rectification en cas de donation indirecte,  
  LPF art. L. 55
* ou à la procédure de répression de l’abus de droit en cas de donation déguisée.  
  LPF art. L. 64

En pratique, le délai court jusqu'au 31 décembre de la 3ème année suivant celle du fait générateur de l’impôt (lorsque l'exigibilité des droits a été suffisamment révélée) 31 décembre de la 6ème année ( en cas de nécessité de recherches ultérieures) ou 31 décembre de la 10ème année suivant celle du fait générateur de l’impôt (en cas d’agissements frauduleux).  
LPF art. L. 180  
LPF art. L. 186  
LPF art. L. 187  
[BOI-CF-PGR-10-10](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/986-PGP.html)  
[BOI-CF-PGR-10-40](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1388-PGP.html)  
[BOI-CF-PGR-10-50](http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1479-PGP)

La prescription est interrompue par la notification d’une proposition de rectification.  
LPF art. L. 189

#### **9.6.3. Conséquences de l'action**

Si l’administration arrive à démontrer l’existence d’une donation, les primes seront réintégrées à la succession et taxées aux droits de mutation à titre gratuit.

Des intérêts de retard sont dus ainsi que des majorations le cas échéant (de 40 % à 80 %).  
CGI art. 1727  
CGI art. 1729

### **9.7. Récupération des aides sociales**

#### **9.7.1. Principe**

Les collectivités ayant versé certaines aides sociales récupérables sur la succession peuvent agir afin de récupérer ces sommes sur les capitaux-décès d’assurance-vie, selon plusieurs fondements.

Pour un récapitulatif concernant les aides sociales, consulter le doc pratique [La récupération des aides sociales sur la succession](https://fidnet.fidroit.fr/document/51418)

Voir notre question / réponse : [Les aides sociales sont-elles récupérable sur les contrats d’assurance-vie ?](https://fidnet.fidroit.fr/document/48854)

3 fondements peuvent être invoqués :

Requalification en donation indirecte

En principe, lorsqu'une donation est intervenue postérieurement à la demande d’aide sociale ou dans les 10 ans qui ont précédé cette demande, l’Etat ou le département peut agir contre le donataire.  
CASF art. L. 132-8

Concernant l’assurance-vie, c’est la requalification en donation indirecte qui permettra à la collectivité concernée de récupérer les fonds si :

* le contrat d’assurance-vie a été souscrit postérieurement à la demande d’allocation ;
* les primes sont être manifestement incompatibles avec les ressources ou les biens déclarés par l’allocataire;
* les primes, en minorant l’actif net successoral, ont eu pour effet d’empêcher le recouvrement de l’allocation sur la succession.

[CE. 6 fév. 2006, n°259385](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE.-6-fev.-2006,-n25938.pdf)  
[CE. 19 nov. 2004, n°254797](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE.-19-nov.-2004,-n254797.pdf)  
  
Plusieurs jurisprudences ont également affirmé qu’en cas de souscription antérieure à la demande d’aide, les capitaux pouvaient également faire l’objet d’une récupération.  
[CE. 21 oct. 2009, n°316881](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/jurisprudence/CE.-21-oct.-2009,-n316881.pdf)  
[CE 29 juil. 2020, n°425329](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5548/download)

Les juges doivent rechercher l’intention libérale à l’aide d’un faisceau d’indices : âge du souscripteur, importance des primes versées, utilité du contrat, volonté de soustraire les sommes de l’actif successoral etc.  
Le fait de mettre en place des retraits partiels n’est pas suffisant pour écarter l’intention libérale.

**Remarque :**

Ce dispositif ne concerne que les aides versées par l'Etat ou le département, pas celles versées par d’autres organismes, tels que la CARSAT ou la MSA.

Primes manifestement exagérées

L’organisme ayant versé les aides sociales peut agir pour récupérer les capitaux-décès d’assurance-vie sur le fondement des primes manifestement exagérées (sur les critères, voir 9.3).  
C. ass. art. L. 132-14

**Remarque :**

Ce fondement est néanmoins rarement utilisé en matière de récupération d’aides sociales.

Recours contre le bénéficiaire du contrat d’assurance-vie à concurrence des primes versées après 70 ans

La collectivité ayant versé des aides sociales peut agir directement contre le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie souscrit par le bénéficiaire de l'aide sociale, à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans.  
CASF, art. L. 132-8 4° ([Loi relative à l’adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/old/legislation/loi-vieillissement-28-dec-2015.pdf))

**Remarque :**

Ce type de recours concerne les successions ouvertes à compter du 30 décembre 2015.  
Cette action intervient à titre subsidiaire, c'est-à-dire que l’Etat ou les collectivités locales doivent d'abord essayer de récupérer les aides sur la succession, puis demander au bénéficiaire des capitaux décès

#### **9.7.2. Modalités de l'action**

L’action fondée sur la détermination du caractère manifestement exagéré des primes est ouverte à tous les créanciers.

Les autres actions sont ouvertes, selon le cas :

* à l’Etat,
* au département.

[Circulaire CNAV, 12 janv. 2021, n°2021-2](https://fidnet.fidroit.fr/api/technical-resource/attachment/5824/download) (prescription et modèles pour permettre le recouvrement par voie de contrainte)

Ces actions sont soumises à la prescription de droit commun, c’est-à-dire 5 ans à compter du jour où le titulaire du droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l’exercer.   
C. civ. art. 2224

#### **9.7.3. Conséquences de l'action**

Lorsque l'action vise à qualifier les primes de manifestement exagérées de donation indirecte, les sommes en question réintègrent l’actif successoral (sur lequel ensuite les organismes viennent récupérer les aides).

En revanche, lorsqu'il s'agit de l'action contre les primes versées après 70 ans, les sommes sont directement récupérées auprès du bénéficiaire (à titre subsidiaire, c'est-à-dire lorsque la récupération n'a pu avoir lieu en totalité sur la succession). En présence de plusieurs bénéficiaires, la récupération s'effectue au prorata des sommes versées à chacun d’eux.

Bonjour Patrimoine est la marque commerciale des sociétés CGP ONE et PYRÉNÉES FINANCE CONSEIL. Société CGP ONE, S.A.R.L. à associé unique à capital variable (capital minimum de 800 €uros) enregistrée au RCS de Toulouse sous le n° 450 434 535 - Code APE 7022Z – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR12450434535 - Siège social : 14-16 place Laganne 31300 Toulouse – Téléphone : 05 61 52 17 01 Etablissement secondaire : 31 rue Saint Hilaire 94210 Saint Maur des Fossés – Téléphone : 01 45 14 80 34 Société PYRENEES FINANCE CONSEIL, SASU au capital de 44000 € enregistrée au RCS de Tarbes sous le n° 433 881 760 - Code APE 6619B – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR61433881760 - Siège social : 8 rue Latil 65000 Tarbes – Téléphone : 05 62 56 31 56 CGP ONE et PYRÉNÉES FINANCE CONSEIL détiennent en propre l’intégralité des habilitations nécessaires pour l’exercice de la profession de Conseil en Gestion de Patrimoine - Enregistrées respectivement à l’ORIAS sous le n° 07 002 919 et sous le n° 07 008 066 (https://www.orias.fr) en qualité de Courtier en Assurance positionné dans la catégorie « b », de Courtier en opérations de banque et en services de paiement et de Conseiller en Investissements Financiers adhérents à la Chambre Nationale des Conseillers en Gestion de Patrimoine (CNCGP), association agréée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) – Activité de transaction sur immeuble et fonds de commerce carte professionnelle n° CPI 3101 2018 000 035 300 délivrée par la CCI de Toulouse pour CGP ONE et n°CPI 6501 2021 000 000 001 délivrée par la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées pour PYRENEES FINANCE CONSEIL - RCP et garantie financière n°112.786.342 (adhérent n°224545 pour CGP ONE et n°232188 pour PYRENEES FINANCE CONSEIL) auprès de la Compagnie MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD, 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 LE MANS CEDEX 9. Ne peut recevoir aucun fonds, effet ou valeur.